

Israël

Géographie · Politique · Sionisme · Histoire · Peuple · Culture



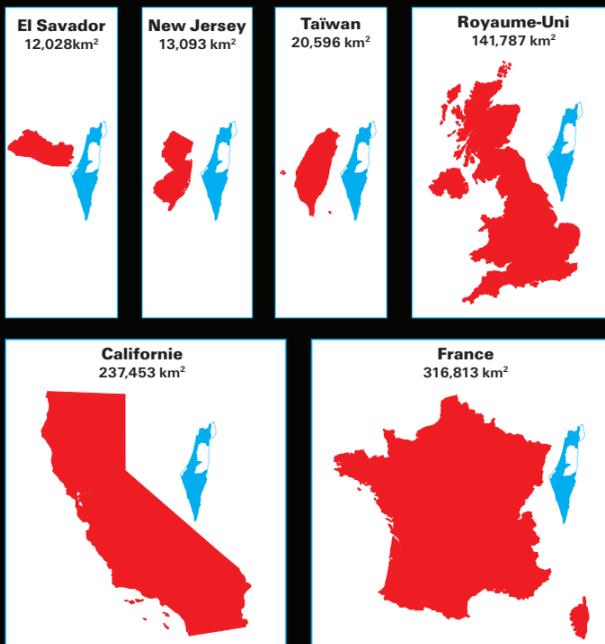
Conservez cette
brochure à titre
d'information et
faites-la circuler
autour de vous.

Produit par StandWithUs

Région Carte



Le territoire israélien ne comprend que 12028 km² à peu près, ce qui le rend plus petit que...



Taille d'Israël comparée à celle du monde arabe

- La superficie d'Israël est d'environ 1/625 (1/6 de 1 %) de celle du monde arabe
- 5,5 millions d'Israéliens juifs ;
- 300 millions d'Arabes et de musulmans au Proche-Orient.

Population chrétienne au Proche-Orient

Israël est le seul pays du Proche-Orient où la population chrétienne prospère au lieu de disparaître. Entre 1948 et 1998, le nombre de chrétiens d'Israël a quadruplé, passant de 34 000 à 130 000.

- Religions du monde**
- Chrétienté :** 2 milliards de personnes
 - Islam :** 1,3 milliard de personnes
 - Hindouisme :** 900 millions de personnes
 - Bouddhisme :** 300 millions de personnes
 - Judaïsme :** 14 millions de personnes

Pays autour du monde par majorité religieuse

- 56 Islamiques
- 49 Catholiques romains
- 20 Protestants
- 12 Orthodoxes
- 4 Hindous
- 1 Juif

Mer d'Oman

- Pays arabes
- Pays non arabes

*L'Iran n'est pas un pays arabe, mais c'est une république théocratique musulmane qui soutient le terrorisme.

Dans les pages suivantes, vous apprendrez comment le peuple juif a restauré son indépendance nationale dans sa patrie ancestrale, après 2000 ans de vie sous le règne d'autrui. Vous verrez comment ce jeune Etat a bâti une société vibrante et comment, en dépit des défis qu'il affronte, il s'attache aux idéaux éthiques et humanitaires relatifs à son antique héritage et aux temps modernes; vous apprendrez également à connaître le terrorisme mondial. Certaines organisations terroristes décrites dans cette brochure possèdent des cellules dans le monde entier et ont attaqué divers pays, depuis les Etats-Unis jusqu'à l'Inde. En raison de son emplacement et de son histoire, Israël s'est vu forcé de se placer en première ligne sur le front de la guerre globale contre le terrorisme organisé.



Une présence juive permanente en Israël depuis plus de 3 000 ans.

« Qui peut contester les droits des Juifs en Palestine ? Mon Dieu, au plan historique, c'est réellement votre pays ».

Yusuf Diya al-Khalidi, maire de Jérusalem, 1899

« C'est, en vérité, non pas la naissance d'une nation - car à travers des siècles d'oppression et de captivité, la nation juive a préservé son sentiment national, comme peu de peuples le firent... c'est donc bien la renaissance d'une nation ».

Lord Robert Cecil, 1918

« Nous autres Arabes, et en particulier les plus instruits d'entre nous, envisageons le mouvement sioniste avec le plus profonde sympathie.. Nous souhaitons aux Juifs la plus chaleureuse bienvenue... Nos deux mouvements se complètent mutuellement ».

Emir Faysal, leader du monde arabe, 1919

« Il est tout à fait juste que les Juifs éparpillés puissent avoir un centre national et un foyer national et soient réunis, et dans quel autre endroit que la Palestine, à laquelle ils furent durant 3 000 ans intimement et profondément liés ? »

Winston Churchill, 1920



Sion est le nom antique de Jérusalem et de la terre d'Israël. Le sionisme est un mouvement de libération nationale du peuple juif, visant à restaurer sa liberté et son indépendance dans sa partie ancestrale.

Théodore Herzl fonda le mouvement sioniste en 1897, mais le rêve de restauration et de retour a toujours été au cœur du judaïsme et de l'identité juive. Au premier siècle, Rome tenta d'annihiler l'Etat juif millénaire, mais contrairement aux autres nations conquises dans l'Antiquité, les Juifs survécurent et ne perdirent jamais leur profond attachement à leur patrie d'origine. Les Juifs ont vécu en terre d'Israël sans discontinuité depuis 3 000 ans. Ceux qui furent forcés de prendre le chemin de l'exil exprimèrent dans leur liturgie et leurs prières quotidiennes leur aspiration au retour.

Durant 2000 ans, nombreux furent ceux qui revinrent en vagues successives d'immigration. Depuis la fin des années 1860, les Juifs sont de nouveau en majorité à Jérusalem.

Les sionistes adaptèrent leur rêve historique aux idéaux politiques modernes et aux circonstances. Ils furent inspirés par les mouvements de libération nationale et poussés par les discriminations et les persécutions anti-juives qui se produisaient même dans l'Europe libérale. Les sionistes pensaient que si les Juifs éparpillés se rassemblaient dans leur patrie historique, rejoignant les Juifs qui se trouvaient déjà sur place, ils pourraient restaurer leur liberté, ne plus souffrir de préjugés et développer leur culture spécifique.

Des divergences s'élevèrent parmi les sionistes, tandis que les Juifs de divers pays et d'idéologies différentes - religieux et non religieux, socialistes et conservateurs - s'unissaient. Mais ils restèrent unis sur des principes fondamentaux, qui allaient idéalisme et sens pratique. Ils recherchaient l'appui officiel d'autres gouvernements nationaux. Ils voulaient revenir de façon légale, acheter des terres et les restaurer grâce à leur propre labeur. Les sionistes souhaitaient vivre en harmonie avec les résidents non Juifs et pensaient que la région tout entière pouvait bénéficier de la restauration du pays.

En cinquante ans, le rêve sioniste devint réalité. Les Britanniques reconnurent les communautés prospères édifiées par les Juifs, et en 1917, la 'Déclaration Balfour' avalisait les 'aspirations sionistes'. En 1920, la Ligue des Nations renforçait cet engagement et taillait, dans l'Empire ottoman vaincu, un Mandat sur la Palestine pour la patrie juive.

Le 14 mai 1948, Israël était rétabli en tant qu'Etat moderne et reconnu par la communauté des nations. Israël naissait avec une majorité juive qui avait acheté et cultivé la terre, accordant les pleins droits civils, politiques et culturels à toutes ses minorités, y compris les Arabes, les Musulmans et les Chrétiens. Aujourd'hui, sionistes juifs et non juifs du monde entier soutiennent l'Etat d'Israël et espèrent voir se réaliser pleinement la vision sioniste, avec un Etat d'Israël sûr et prospère, vivant en paix avec ses voisins.



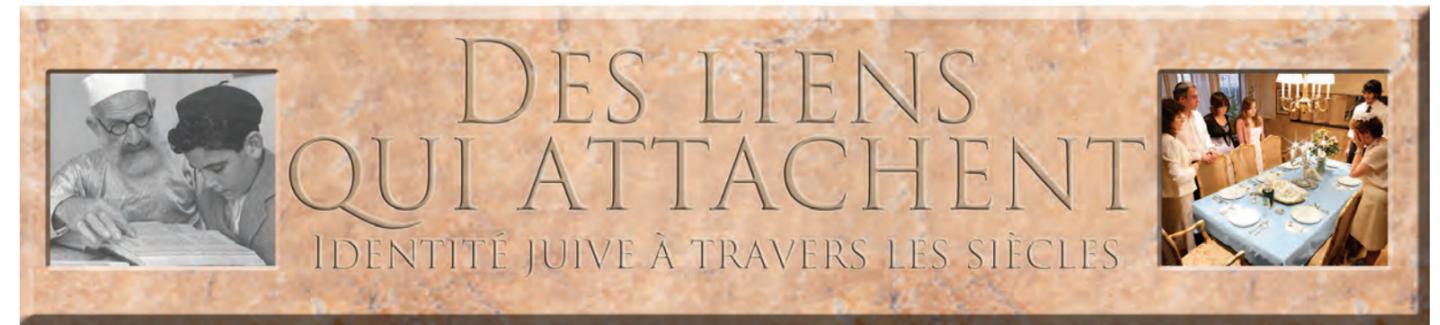
-Vestiges de Gamla, preuve de la présence d'une antique cité juive sur le Plateau du Golan, où, en 67 après JC, les Juifs combattirent jusqu'au dernier contre l'armée romaine. Des milliers d'habitants furent tués. D'autres mirent fin à leurs jours en sautant des falaises, pour éviter la captivité et l'esclavage. La ville détruite ne fut jamais rebâtie.



-Le 'Kotel ha-Ma'aravi' - le Mur occidental. Ce mur extérieur de soutènement constitue l'unique vestige après la destruction du second temple par les Romains en 70 après JC. C'est devenu le site le plus sacré du judaïsme et depuis des siècles, les Juifs prient au Kotel et insèrent leur suppliques, inscrites sur des bouts de papier, dans les fentes des pierres.



-Lorsque les Romains vainquirent les Juifs en 70, ils édifièrent l'Arc de Titus à Rome, pour commémorer leur victoire. La sculpture dépeint le butin saisi par les Romains lorsqu'ils saccagèrent et détruisirent le Kotel Second Temple à Jérusalem. Les Romains victorieux nommèrent 'Palestine' cette région juive conquise par eux.



Les Juifs comptent parmi les rares peuples antiques ayant survécu à l'ère moderne. Le judaïsme est l'une des religions les plus anciennes du monde.

La civilisation juive fleurissait déjà depuis plus de 1 000 ans lorsque les Romains conquièrent la Judée, mais les Juifs ont su préserver leur héritage unique au cours des deux millénaires suivants. Même s'ils errèrent au loin, ou s'adaptèrent étroitement aux sociétés - hôtes, ou furent persécutés - les Juifs conservèrent leur identité.

Le judaïsme et ses livres saints lient le peuple juif tout entier. Qu'ils soient religieux ou non religieux, les Juifs sont rattachés aux valeurs et à l'éthique enseignées par le judaïsme. Les parents ont transmis la tradition à leurs propres enfants, qui l'ont transmise à leur tour à leurs enfants, et cette chaîne se poursuit durant des millénaires.

Partout dans le monde, les Juifs observent les fêtes de façon quasi-identique et répètent les rituels et les prières que les familles juives ont pratiqué depuis l'époque de l'antique Israël.

Les Juifs partagent les mêmes rituels ponctuant le cycle de vie. Lorsqu'un nourrisson de huit jours est circoncis, ou qu'un adolescent fête sa Bar-Mitzva et que toute la communauté se réjouit, ils réactivent des traditions juives millénaires. Lorsqu'une personne



Ce fragment d'une mosaïque du sixième siècle (période byzantine), montrant le roi David jouant de la harpe, fut découvert dans une antique synagogue de Gaza. Musée d'Israël



Un garçon portant un Rouleau de la Tora à sa Bar-mitsva, au Mur occidental.

« Les Juifs préfèrent rester prisonniers à Jérusalem plutôt que de jouir de la liberté qu'ils pourraient gagner partout ailleurs... L'amour des Juifs pour la Terre Sainte qu'ils ont perdue... est incroyable ».

Le jésuite Père Michael Naud, lors de son pèlerinage en terre Sainte, en 1674.³

proche meurt, les coutumes et les prières juives réconfortent l'endeuillé et précisent comment la communauté doit soutenir et consoler les endeuillés.

La vie juive a pour centre le foyer et la famille. La tradition juive sanctifie les relations familiales. Le dévouement parental et le sens des responsabilités dans la transmission de l'identité juive rattachent les générations au passé tout en les reliant à l'avenir.

Les Juifs se sont toujours identifiés à Sion, la patrie juive. Celle-ci est au cœur de l'histoire juive, des textes et de l'identité religieuse. Nombreux sont ceux qui considèrent le droit à la terre comme étant au cœur de la promesse entre Dieu et le peuple juif dans la Torah, promesse qui remonte à des millénaires. La langue hébraïque, la Torah, les lois du Talmud, le calendrier juif et les fêtes juives tirent leur source de ses saisons, de son mode de vie et de son histoire. Sion et Jérusalem sont mentionnés 809 fois dans la Bible hébraïque. Lorsque Israël fut rétabli en 1948, les Juifs du monde entier affluèrent pour êtreindre Israël et le reconnaître derechef comme le centre de la vie juive et de sa pérennité.

« Les Grecs et les Romains...ont disparu ; d'autres peuples ont émergé, dressant haut leur flambeau durant un temps, mais le flambeau s'est éteint... Les Juifs les ont tous vu, ont survécu à tous... tout est mortel sauf le juif ; toutes les autres forces ont disparu, mais lui demeure. Quel est donc le secret de son immortalité ? » Mark Twain, 1898⁴

¹Dore Gold, "Jerusalem in International Diplomacy: Demography," Jerusalem Center for Public Affairs, October 27, 2006. ²Michael Grant, The Jews in the Roman World, 1973, p. 255; Elliott A Green, "What Did Rome Call the Land of Israel..." Midstream, Octobre 1995. ³R.P. Michael Naud, Voyage Nouveau de la Terre-Sainte, Paris, 1702, pp. 58, 563. ⁴Mark Twain, "Concerning the Jews," Harper's Magazine, Mars 1898.

Evolution de la région

Grandeur et décadence des empires

Au premier siècle, l'Empire romain vainquit la nation millénaire de Judée, détruisit son saint Temple à Jérusalem et exila des centaines de milliers de Juifs. Pour effacer tout souvenir de la Judée, Rome la rebaptisa 'Palestine' d'après le nom des ennemis bibliques des Juifs, les Philistins, un peuple de la mer Egée qui s'était installé jadis le long des côtes.¹ Par la suite, les Occidentaux se référèrent à la Terre Sainte judéo-chrétienne comme 'la Palestine'. Jusqu'au vingtième siècle, les peuples arabes n'adoptèrent généralement pas cette appellation de 'Palestine'. Bien que ce nom ait toujours été associé aux Juifs, il devint dans les années 60 associé au mouvement nationaliste arabe palestinien.

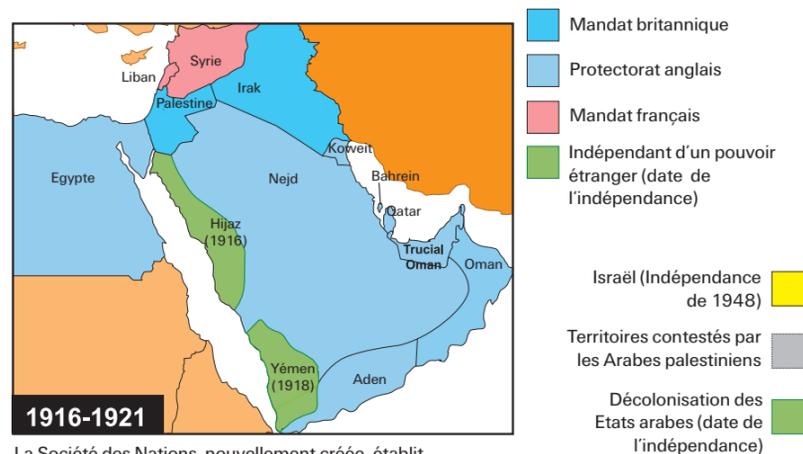
Après la conquête romaine et durant deux millénaires, aucun autre Etat ou groupe national spécifique ne se créa en Palestine, et aucun dirigeant ne choisit Jérusalem pour capitale. Bien au contraire, divers empires et peuples vinrent, colonisèrent, régnerent et disparurent.

A travers tous ces changements, les Juifs demeurèrent. Leur nombre grandissait lorsque des Juifs exilés revenaient par vagues successives d'immigration, et diminuait lorsque les dirigeants de la région les persécutaient.

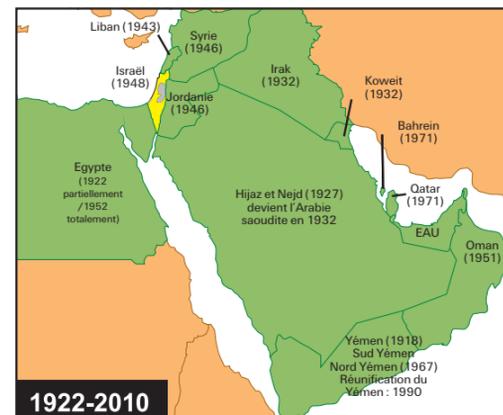
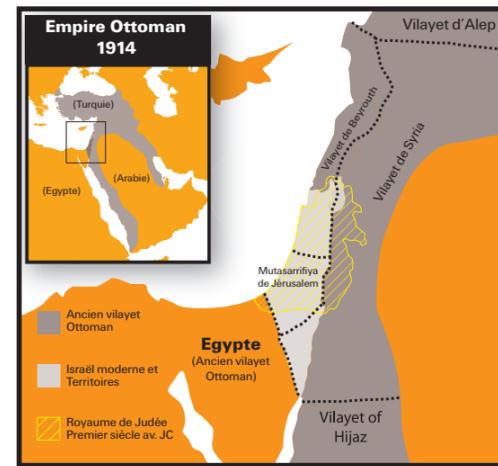
Entre 1517 et 1917, la Palestine ne fut qu'un coin reculé du prospère Empire Ottoman, qui, à son apogée en 1683, couvrait de vastes parts du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Europe de l'Est. Ces parties étaient séparées en petites subdivisions dans la grande province de Syrie (puis Beyrouth). La région de la Palestine, prospère sous le règne ottoman, déclina peu à peu pour se réduire à une zone peu peuplée, appauvrie et désolée.²

Lorsque l'Empire ottoman fut vaincu durant la Première guerre mondiale (1914-1918), ses terres furent cédées aux Alliés victorieux. Tout comme les Alliés avaient façonné de nouvelles nations dans les empires vaincus d'Europe, ils créèrent des nations à partir de l'ancien Empire ottoman et créèrent la plupart des Etats du Proche-Orient que nous connaissons aujourd'hui, y compris l'Irak, le Liban et la Syrie. Ils modifièrent en outre les frontières de la Palestine et la reconnurent officiellement comme Foyer national juif.

Proche-Orient : une région de jeunes Etats



La Société des Nations, nouvellement créée, établit des 'Mandats' devant être administrés par la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que les nouveaux Etats soient prêts à s'autogouverner. Les frontières établies à la fin de la Première guerre mondiale allaient être changées à plusieurs reprises avant de recevoir leur forme actuelle.



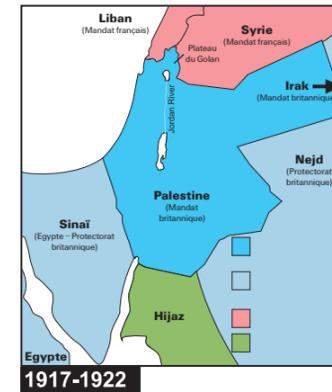
L'indépendance de la plupart des Etats modernes du Proche-Orient est relativement récente, même si cette région fut le berceau de nombreuses cultures antiques. Plusieurs de ces Etats, comme le Bahreïn et le Koweït, sont plus jeunes qu'Israël.

¹Michael Grant, The Jews in the Roman World, 1973, p. 255; Elliott A Green, "What Did Rome Call the Land of Israel..." in Midstream, Octobre 1995. ²Ligue des Nations, "An Interim Report on the Civil Administration of Palestine, during the period 1st July, 1920-30th June, 1921," Juillet 1921.

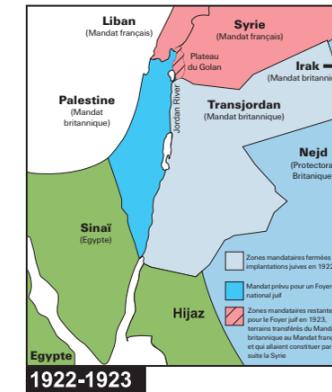
Renaissance d'Israël

La Société des Nations a reconnu les liens profonds liant les Juifs à leur patrie historique, admiré la communauté prospère à laquelle ils avaient donné un nouvel essor depuis les années 1880, et établi un Mandat sur la Palestine pour le Foyer juif

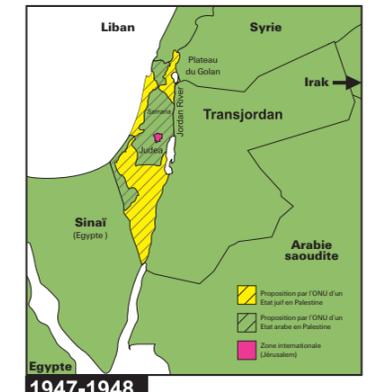
L'histoire d'Israël des temps modernes en cartes:



Par la 'déclaration Balfour', l'Angleterre soutenait les 'aspirations sionistes' visant à rétablir la patrie juive en Palestine et promettait de 'faciliter' ces efforts. En 1920, les négociateurs de la paix internationale incluaient la Déclaration Balfour dans le Traité de Sèvres et appelaient à un Mandat en Palestine. En 1922, la Société des Nations chargeait les autorités mandataires britanniques de 'faciliter' l'immigration et l'implantation juive en Palestine. De nombreux dirigeants européens et arabes espéraient que les Juifs allaient faire revivre cette région minuscule, appauvrie, à la population clairsemée.



En 1922, en réponse aux pressions arabes, les Britanniques violaient le Mandat en ôtant 77 % de la Palestine, réservée exclusivement aux Hachémites, et en interdisant l'implantation juive dans ce qui allait devenir la Jordanie. A l'heure actuelle, plus de 70 % des Jordaniens sont des Arabes palestiniens. En 1923, les Britanniques bafouaient une seconde fois le Mandat en donnant à la France le Plateau du Golan, qui allait par la suite devenir une part de la Syrie. Durant la période mandataire, le terme 'Palestinien' incluait les résidents juifs et arabes de Palestine. Les Juifs constituaient la majorité des habitants de Jérusalem depuis la fin des années 1860.



La résolution 181 de l'ONU recommandait une partition entre Arabes et Juifs de ce qui restait du Mandat sur la Palestine. La partie juive avait une majorité juive. Les dirigeants juifs acceptèrent, bien que leur partie ne comprenne que 13 % du Mandat original et que 60 % de cette part soit située dans le désert aride du Néguev. Les dirigeants arabes rejetèrent l'offre de créer un nouvel Etat arabe et déclenchèrent la guerre pour s'emparer de toute la région et annihiler Israël.



A la fin de la guerre de 1948, la Jordanie annexa la zone qu'elle rebaptisa 'Cisjordanie', tandis que l'Egypte occupait Gaza. Ces deux zones étaient restées des parties non allouées de l'ancien Mandat Britannique. Les lignes du cessez-le-feu ne laissaient à Israël que 13,5 km de large à son centre, ce qui rendait la population du centre vulnérable aux attaques militaires et terroristes. Dans les années 50 et 60, les Arabes, opposés à l'existence d'Israël, lancèrent plusieurs attaques à partir de la Syrie, de la Cisjordanie et de Gaza.



En 1967, lorsque les voisins d'Israël se mobilisèrent à nouveau pour une invasion tous azimuts et bloquèrent les voies de passage maritimes, Israël les devança par une guerre de défense. En six jours de combats, Israël s'empara de zones-tampons stratégiques : Le Plateau du Golan, la péninsule du Sinaï, la Bande de Gaza et la Cisjordanie. Israël proposa immédiatement des négociations avec la Jordanie, la Syrie et la Jordanie, et la restitution de territoires en contrepartie de la paix. Les gouvernements arabes refusèrent de négocier ou de reconnaître Israël. En 1973, le Jour de Kippour, la Syrie et l'Egypte lançaient une attaque surprise pour annihiler Israël, et étaient à nouveau vaincus.



Espérant une paix future, Israël restitua à l'Egypte, dans le cadre des accords de paix de Camp David, l'entière péninsule du Sinaï, qui avait été prise en 1967. En 1994, Israël et la Jordanie signèrent un traité de paix. Utilisant un modèle de 'territoires en contrepartie de la paix', Israël et les Palestiniens tentèrent de négocier un possible futur Etat palestinien en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Lorsque Arafat initia la violente seconde Intifada en l'an 2000, 98% des Palestiniens vivaient sous un gouvernement palestinien autonome. Constatant l'absence d'un partenaire de paix et espérant des progrès, Israël se retira unilatéralement du Liban en l'an 2000 et de la Bande de Gaza et d'une partie de la Cisjordanie en 2005. Pourtant, à la suite de ces désengagements, Israël fut continuellement attaqué par les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, ainsi que par le Hezbollah à partir du Liban.

¹ Déclaration Balfour, November 17, 1917. ² Traité de Sèvres, Section VII, Article 94, August 10, 1920. ³ Conseil de la Ligue des Nations, The Palestine Mandate, Article 6, July 24, 1922. ⁴ Gouvernement d'Israël, "Land for Peace Principle, June 19, 1967." (Document reproduit in Itamar Rabinovich and Jehuda Reinharz, Israel in the Middle East: Documents and Readings, 2008, pp. 238-9.)

Restauration de la patrie juive

Les Juifs étaient les autochtones de la région de la Palestine, où ils vécurent sans interruption durant plus de trois mille ans. Même après la conquête romaine au premier siècle, les communautés juives demeurèrent et prospérèrent opprimées dans sa propre patrie, et leur nombre augmentait ou diminuait selon la bienveillance ou la cruauté des persécutions et les désastres naturels diminuèrent encore le nombre des membres de la communauté juive.

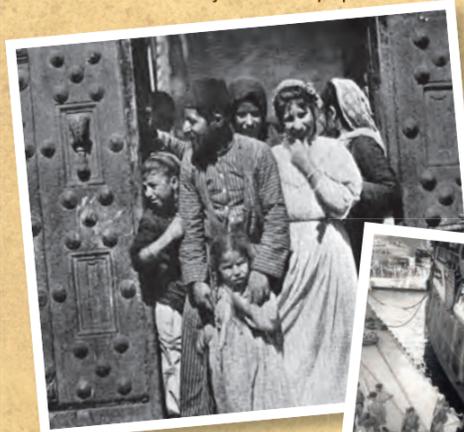
Les Juifs étaient les autochtones de la région de la Palestine, où ils vécurent sans interruption durant plus de trois mille ans. Même après la conquête romaine au premier siècle, les communautés juives demeurèrent et prospérèrent opprimées dans sa propre patrie, et leur nombre augmentait ou diminuait selon la bienveillance ou la cruauté des persécutions et les désastres naturels diminuèrent encore le nombre des membres de la communauté juive.

Début de la renaissance moderne – Avant la première guerre mondiale

Au milieu du 19^{ème} siècle, une énergie nouvelle s'empara de la communauté juive en Palestine. Avec l'appui de philanthropes comme Sir Moses Montefiore et des dons de Juifs du monde entier, les Juifs commencèrent à acquérir des terres et à édifier des fermes, des villages et des écoles. Des exilés plus nombreux revinrent dans leur patrie. En 1854, les Juifs formaient de nouveau le plus important groupe religieux de Jérusalem ; en 1870, ils constituaient derechef la majorité de la population de la cité ¹.

de demander réparation, craignant le pire; il pense que mieux vaut endurer toutes ces avanies que de vivre dans la crainte que sa plainte lui attirera une terrible vengeance »

William T. Youg, consul britannique à Jérusalem, au colonel Patrick Cambell, 25 mai 1839 ²



Famille juive de Tibériade, 1893



Débarquement d'immigrants juifs



Jeune pionnier juif



Pionniers juifs en Palestine

C'était des idéalistes jeunes et énergiques, imprégnés des principes politiques occidentaux et des rêves de libération nationale qui circulaient dans toute l'Europe. Beaucoup étaient socialistes. Ils étaient convaincus que leur pays pouvait être rédimé grâce à leur dévouement et à leur labeur physique acharné. Ils espéraient initier une renaissance de la culture juive et restaurer la dignité et l'indépendance juives.

Entre 1882 et 1914, un nouveau type d'immigrant juif survenait - les Amants de Sion et autres premiers sionistes - qui allaient poser les bases de l'Etat juif moderne.

Ces immigrants cherchaient à se libérer de l'oppression et des persécutions dont souffraient les Juifs d'Europe et du Proche-Orient.

Entre 1881 et 1906, les Juifs de Russie étaient assassinés, leurs maisons et leurs villes détruites et leurs femmes violées. A Kichinev, « la foule était menée par des prêtres et le cri de 'Tuez les Juifs !' retentissait à travers toute la ville. Les Juifs... étaient égorgés comme des moutons... les nourrissons étaient littéralement mis en pièces par la foule déchaînée et assoiffée de sang »

New York Times, 28 avril 1903, page 6

« Comme un misérable chien sans maître, il [le Juif] est frappé à coups de pied par l'un parce qu'il croise son chemin [le chemin d'un Musulman], et giflé par l'autre parce qu'il se plaint. Il a peur

Les Juifs de retour dans leur patrie n'ont pas de nation puissante à leurs côtés. Ils n'ont pas d'armes et sont souvent démunis de tout.

Les terres étaient peu habitées, et la plupart étaient devenues interdites à l'implantation. Les Juifs voulaient restaurer la fertilité jadis fameuse du sol, et édifier villages et communautés là où rien n'existait.

La région était un coin perdu et appauvri de l'Empire ottoman. En 1880, le nombre des habitants était estimé comme étant de 250 000 à 400 000, pour la plupart arrivés depuis peu, dépourvus du sens de l'unité, ou d'une identité ethnique ou nationale. ³ Leur allégeance allait à l'Empire ottoman, à leur groupe religieux, à leur clan et à leur communauté locale.

« Le pays était... et il est toujours aujourd'hui, sous-développé et sous-habité... Il existe... de vastes zones cultivables laissées en friche. Les crêtes et les versants des collines se prêtent admirablement à une afforestation, mais il n'y a pas de forêts. Des kilomètres de dunes de sable, qui pourraient être rédimés, restent tels quels ».

Rapport provisoire de l'Administration civile de Palestine à la Société des Nations, juin 1921 ⁴

La région incluait une telle diversité de groupes ethniques qu'on y parlait plus d'une cinquantaine de langues.

« Palestine », Encyclopedia Britannica, 11^{ème} édition, 1911, page 600



Fondation de Tel-Aviv, 1909

Les Juifs acquirent les terres principalement à des propriétaires absents. Elles étaient pour la plupart marécageuses ou constituées de dunes de sable.

« Ils [les Juifs] ont payé le prix fort pour ces terres, et en outre, ils ont payé à certains occupants de ces terres des sommes considérables qu'ils n'étaient pas obligés de payer ». -Rapport Hope Simpson, 1930 ⁵

« Sur un total de 41 800 hectares acquis par les Juifs en Palestine (entre 1878 et 1914), 58 % fut vendu par des propriétaires (Arabes) non-palestiniens et 36 % par des propriétaires palestiniens absents, soit un total de 94 % ». -Rashid Khalidi, historien palestino-américain ⁶

« L'allégation des Arabes, qui prétendent que les Juifs ont obtenu une proportion trop importante de bonnes terres, ne peut être maintenue. La plupart des terres où pousse aujourd'hui l'orange étaient des dunes sableuses ou des marécages en friche lorsqu'elles furent acquises. »
Rapport de la Commission Peel, 1937 ⁷

Grâce à leur labeur acharné, les premiers pionniers juifs rédimèrent les terres en friche et les marécages foyers de malaria, reboisèrent les collines et édifièrent villes et villages.

« Personne ne peut imaginer les épreuves, les maladies et la misère endurées par eux [les premiers pionniers sionistes]. Aucun observateur extérieur ne peut sentir ce que c'est que de se retrouver sans une goutte d'eau pendant des jours, de dormir pendant des mois dans des tentes étroites infestées de toutes sortes de reptiles, ou de comprendre ce que femmes, nos enfants et nos mères ont vécu... Celui qui contemple un bâtiment édifié ne peut réaliser les sacrifices qu'il a impliqués. » -Compte-rendu d'implantation du début du sionisme, 1885 ⁸

« Les implantations agricoles juives ont développé la culture des oranges. Ils ont asséché les marais. Ils ont planté des eucalyptus. Ils ont pratiqué l'agriculture avec des méthodes modernes... Chaque voyageur se rendant en Palestine est frappé par les superbes étendues de terres prospères cultivées par eux ». -Rapport provisoire de l'Administration civile de Palestine à la Société des Nations, juin 1921 ⁹

Evolution du terme « Palestine »

Depuis le premier siècle, époque à laquelle Rome rebaptisa 'Palestine' l'Etat juif, le terme 'Palestine' fut associé aux Juifs et à la patrie juive.

Les Juifs utilisaient le terme 'Palestine' pour leurs orchestres symphoniques, leurs journaux, etc. Il existait ainsi le journal Palestine Post (qui allait devenir le Jerusalem Post), l'orchestre symphonique de Palestine, la compagnie d'électricité de Palestine, la société de potasse de Palestine, etc.

Juifs et Arabes vivant dans la Palestine mandataire possédaient tous des passeports du Mandat, mais les résidents arabes étaient généralement désignés comme étant des Arabes et non des Palestiniens.

« La Palestine est un terme inventé par les sionistes ! Notre région faisait depuis des siècles partie de la Syrie »

Auni Bey Abdul-Hadi, leader local arabe, à la Commission Peel en 1937.

Avant et après la Seconde guerre mondiale, les antisémites d'Europe et des Etats Unis disaient aux Juifs de partir et de retourner en Palestine'.

Après 1948, lorsque l'Etat juif renaissant prit le nom d'Israël, le terme 'Palestine' ne fut plus usité pour désigner Israël.

En 1964, ce terme fut repris lorsque l'Egypte initia l'OLP, l'Organisation de Libération de la Palestine. Dans les années 70, ce terme devint associé aux Arabes et non plus aux Juifs.



Haut : Carte de Palestine datant de 1759 et montrant les limites géographiques des anciennes douze tribus d'Israël dans la région connue comme étant la Palestine.

Milieu : Les premiers billets de Palestine (1927) portaient des inscriptions en hébreu et en arabe, langues des Juifs et des Arabes.

Bas : Un timbre de Palestine datant de l'époque mandataire. Remarquez les inscriptions en hébreu et en arabe.

Après la Première guerre mondiale

L'Angleterre et la Société des Nations créèrent le Mandat sur la Palestine comme un Foyer national juif, en partie en raison du nombre grandissant de Juifs et de leurs réalisations durant la période précédant la Première Guerre mondiale. Entre 1890 et 1915, la population juive était passée de 42 000 à 83 000 personnes.¹⁰ Ils avaient bâti des fermes prospères, créé des villages, des villes et des institutions sociales, introduit des innovations comme les communes socialistes, fait revivre la langue hébraïque et initié une riche culture.

« Au cours des deux ou trois dernières générations, les Juifs ont recréé une communauté en Palestine... Cette communauté (possède) sa population urbaine et campagnarde, ses organisations politiques, religieuses et sociales, sa langue à elle, ses coutumes spécifiques, sa vie propre. »

Le Livre blanc de Churchill ou premier Livre blanc britannique, juin 1922¹¹

« Le gouvernement britannique fut impressionné par la réalité, la force et l'idéalisme de ce mouvement (sioniste). Il reconnaissait son rôle dans la promotion du futur développement de la Palestine »
Rapport provisoire de l'Administration civile de Palestine à la Société des Nations, 1921¹²



Tel-Aviv, vers 1930

Au cours de la période mandataire (1920-1948), les sionistes poursuivirent leur politique d'achat et de mise en valeur des terres, en utilisant souvent des techniques agricoles innovantes.

En 1935, le Fonds National Juif avait planté plus de 1,7 million d'arbres.¹³

Les sionistes développèrent également l'industrie, les centrales électriques, la vie urbaine et les institutions sociales, comme les syndicats, les partis politiques, les hôpitaux, les universités, ainsi qu'un orchestre symphonique. Trois universités furent fondées avant 1948. L'Opéra hébraïque donna sa première

représentation en 1922. L'Orchestre de Palestine, qui allait devenir l'Orchestre philharmonique d'Israël, fut fondé en 1936.

Les sionistes espéraient vivre en bonne entente et en coopération avec la population arabe. Ils étaient convaincus que la restauration des terres serait profitable à tous. De nombreux Arabes accueillirent chaleureusement cet essor, qui attira également des immigrants arabes venus des pays voisins.

Quelque 25 à 37 % des immigrants dans l'Israël pré-étatique étaient des Arabes et non des Juifs. Entre 1922 et 1946, près de 100 000 Arabes venus des régions voisines entrèrent dans le pays. Durant la même période quelque 363 000 Juifs immigrèrent.¹⁴

« Ces bons Juifs apportent la prospérité à la Palestine sans léser quiconque ni rien prendre de force ».
Lettre d'un notable syrien Alawi au Premier ministre français, juin 1936¹⁵

« Sans nul doute, les Arabes avaient profité de l'immigration juive. Leur nombre avait presque doublé entre 1917 et 1940, les salaires augmenté, le niveau de vie s'était amélioré plus que partout ailleurs au Proche-Orient ». Walter Laqueur, historien¹⁶

Certains leaders arabes de Palestine devenaient de plus en plus hostiles à la communauté juive. Nombreux furent ceux qui s'affilièrent au mouvement nazi, incitèrent à la violence et initièrent des émeutes contre les Juifs en 1920, 1921, 1929 et 1936-1939.



Le mufti Haj Amin al-Husseini, leader palestinien, rencontre Adolf Hitler en Allemagne en 1941. Al-Husseini avait recruté pour Hitler une unité SS bosniaque musulmane.

En 1947, les réalisations sionistes ouvrirent la voie à la recommandation de l'ONU de partager le Mandat entre un Etat juif et un Etat arabe. La zone que l'ONU attribuait à l'Etat juif possédait une majorité juive significative. Les Juifs, au nombre de 650 000, constituaient alors un tiers de la population mandataire totale. Plus de 70 % des terres proposées pour la partie juive n'étaient pas des propriétés privées, mais des terres d'Etat appartenant au Mandat britannique.¹⁷ Les 277 communautés rurales juives s'étendaient à travers tout



Groupe de Biluimim de la première Aliyah, 1882



Célébration de la quatrième fête de l'Indépendance d'Israël, 1952

Le kibboutz - une communauté socialiste utopique

Inspirés par le socialisme, le sionisme, les idéaux agraires et la nécessité, les jeunes sionistes créèrent des communautés collectives innovantes, visant à l'égalité et à la propriété commune de tous les biens. Ils oeuvraient en coopération dans le domaine des prises de décision, de la production, de la consommation, des affaires sociales et de l'éducation.

Le premier kibboutz fut fondé par 12 jeunes pionniers en 1909 à Degania. Le mouvement kibboutzique devint l'un des mouvements communautaires les plus vastes de l'histoire. A l'heure actuelle, Israël compte 270 kibboutzim incluant 130 000 personnes. Même s'ils se révèlent moins utopistes et moins tournés vers l'agriculture qu'à l'origine, ils cherchent toujours à maintenir l'idéalisme de leurs fondateurs.

Le terme hébraïque pour désigner l'immigration en Israël est celui de 'aliyah', autrement dit 'montée'. Il y eut cinq vagues différentes d'aliyah avant la Seconde guerre mondiale, aux cours desquelles les Juifs originaires de diverses parties du globe rejoignirent les Juifs qui vivaient déjà sur place.

Date	Nombre/Motifs	Originaires surtout de :
Première Aliyah 1882-1903	25,000 Socialistes pré-sionistes et Juifs religieux voulant échapper aux persécutions et/ou rebâtir la patrie.	Russie, Roumanie, Kurdistan, Yémen
2ème Aliyah 1904-1914	40,000 Ils veulent échapper aux pogroms et aux persécutions, restaurer l'unité et la dignité nationale et réaliser les idéaux socialistes.	Russie et Pologne
3ème Aliyah 1919-1923	35,000 Ils veulent échapper aux persécutions et à la misère, restaurer l'unité et la dignité nationale et réaliser les idéaux socialistes.	53 % Russie, 36 % Pologne, 11 % Lituanie, Roumanie, Europe occidentale et centrale
4ème Aliyah 1924-1928	67,000 Ils veulent échapper aux persécutions et à la misère.	Pologne
5ème Aliyah 1929-1939	250,000 Ils veulent échapper aux persécutions et à l'antisémitisme	Allemagne, Autriche et autres pays

En mai 1948, l'Etat juif d'Israël renaquit, et l'aspiration juive bimillénaire à une restauration de l'indépendance nationale et au rassemblement des exilés fut réalisée.

Mais des difficultés énormes se dressaient : l'édification de l'Etat, l'intégration des vagues successives de réfugiés (dont la majorité venait des pays arabes), la défense du nouvel Etat face aux guerres et au terrorisme, la recherche de la paix et du maintien des anciennes traditions éthiques juives, tout en affrontant les dures réalités et un monde souvent hostile.

Le jeune Etat d'Israël a travaillé très dur pour relever tous ces défis.

¹⁰Dore Gold, "Jerusalem in International Diplomacy: Demography," Jerusalem Center for Public Affairs, October 27, 2006. ¹¹Cité dans David Landes, "Palestine Before the Zionists," Commentary, May 1976, p. 22. ¹²Arieh L. Avneri, The Claim of Dispossession, 4ème éd., 2005, p. 12; Benny Morris, The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949, 1989, pp. 17-18; "Demography of Palestine & Israel, the West Bank and Gaza," Jewish Virtual Library. "Société des Nations," Rapport provisoire de l'Administration civile de Palestine, Juillet 1921. ¹³Sir John Hope Simpson, "Palestine: Report on Immigration, Land Settlement and Development," 1930, p. 5. ¹⁴Rashid Khalidi, Palestinian Identity, 1998, pp. 112-113. ¹⁵Rapport de la Commission Peel, Chapitre IX, Juillet 1937. ¹⁶Benny Morris, Righteous Victims, 2001, p. 133. ¹⁷Société des Nations, "Rapport provisoire de l'Administration civile..." op. cit. ¹⁸"Demography of Palestine & Israel, the West Bank and Gaza," Jewish Virtual Library. ¹⁹Le Livre blanc de Churchill, in Walter Laqueur et Barry Rubin (éds.), The Israel-Arab Reader: A Documentary History of the Middle East Conflict, 4ème éd., 1987, p. 45. ²⁰Société des Nations, "Rapport provisoire de l'Administration civile..." op. cit. ²¹Fond national juif, "Célébration du centenaire du Fonds national juif," site internet du FNJ, www.jnf.org. ²²Howard Sachar, A History of Israel, 2000, pp. 156, 167; Yehoshua Porath, Palestinian Arab National Movement, Vol. 2, 1977, pp. 17-18, 39. ²³Cité in Daniel Pipes, Greater Syria, 1990, p. 179. ²⁴Walter Laqueur, A History of Zionism, 1989, p. 510. ²⁵Moshe Aumann, "Land Ownership in Palestine, 1880-1948," in Michael Curtis et al, The Palestinians, 1975, p. 29. ²⁶Naftali Greenwood, "Redeemers of the Land," 18 Octobre 1999 sur le site www.mfa.gov.il. ²⁷The Economist, "Tel Aviv," The Economist: Cities Guide.

LES GUERRES ARABO-ISRAËLIENNES ET LE TERRORISME : 1920-2008

« Ce sera une guerre d'extermination et un massacre mémorable dont on parlera comme des massacres des Mongols et des Croisés » —Azzam Pasha, secrétaire-général de la Ligue arabe (BBC, 15 mai 1948)

« Nous venons d'un pays plein de souffrance et de deuil... d'un peuple... qui n'a pas connu une seule année - un seul mois - où les mères n'ont pas pleuré leurs fils » —Itzhak Rabin, 1993

■ = Guerres ■ = Attentats terroristes majeurs

1920-1921	Emeutes arabes/Terrorisme du début de la période mandataire
Le leader palestinien Haj Amin al-Husseini a fomenté à plusieurs reprises des émeutes contre les Juifs. Lors des événements de 1920, six Juifs furent tués et 200 blessés ; en 1921, 43 Juifs furent tués et 147 blessés. En réaction, les Juifs organisèrent des forces de défense qui allaient par la suite devenir la Haganah, précurseur des forces de défense d'Israël (Tsahal) ;	
1929	Massacres fomentés par Haj Amin al-Husseini 
Les foules arabes attaquèrent les Juifs à Jérusalem, Safed, Jaffa et Kfar Darom, un kibboutz de la Bande de Gaza. La communauté juive séculaire de Hébron fut détruite, et 67 Juifs y furent égorgés. Les autorités britanniques firent état de cas de viol, torture, décapitation de nourrissons et de mutilation. John Chancellor, Haut Commissaire britannique, écrivit : « je ne pense pas que l'histoire ait connu de pires horreurs au cours de ces derniers siècles » ¹ . Au total, 135 Juifs furent assassinés, et 350 furent mutilés ou blessés.	
1936-1939	Grande révolte arabe Massacre de Hébron
avec l'appui de l'Allemagne nazie, Haj Amin al-Husseini mena une révolte de trois ans contre les Britanniques, et les Juifs ainsi que contre ses opposants politiques, pour imposer l'arrêt de l'immigration juive et des achats de terre. Environ 415 Juifs, 200 Britanniques et 5 000 Arabes furent tués. ²	
1948-1949	Guerre d'Indépendance d'Israël
Le 14 mai 1948, le Mandat britannique prenait fin, et l'Etat d'Israël était créé. Moins de 24 heures plus tard, Israël était envahie par les armées de cinq nations arabes : l'Egypte, la Syrie, la Transjordanie, le Liban et l'Irak. Les forces de défense d'Israël (Tsahal), nouvellement formées, réussirent à repousser cette invasion au terme de quinze mois d'une guerre qui coûta 6 000 vies israéliennes, soit environ 1 % de la population totale de l'époque.	
1949-1956	Les raids des feddayin 
Les terroristes arabes (feddayin), entraînés et équipés par l'Egypte, attaquèrent à plusieurs reprises des civils israéliens à partir de bases situées au Liban, à Gaza et en Jordanie. Mille trois cents Israéliens furent tués ou blessés lors de ces attaques terroristes. « Le président égyptien Nasser avait nommé mon père responsable des feddayin qui attaquaient les civils israéliens à partir de Gaza. Mon père, Mustafa Hefez, devint un shahid (martyr) lorsqu'il fut tué au cours d'une opération israélienne de contre-terrorisme en 1956 ». —Nonie Darwish, journaliste ³	
Les feddayin ont attaqué cet autobus et massacré ses passagers	
1956	Le Sinaï/La campagne de Suez (Opération Kadesh)
L'Egypte multiplia les attaques des feddayin, empêcha les bateaux israéliens d'emprunter le canal de Suez et bloqua le port israélien d'Eilat, violant ainsi les lois internationales et menaçant la survie économique d'Israël. Avec l'appui de la France et de la Grande Bretagne, Israël s'empara de la Péninsule du Sinaï et de Gaza. Six mois plus tard, Israël se retirait totalement de ces territoires, en contrepartie de la promesse égyptienne d'une navigation libre et sûre.	
1959	Raids du Fatah 
Yasser Arafat, né en Egypte, créa le Fatah en 1959 pour mener des opérations de guérilla contre Israël. En 1965, le Fatah adoptait une 'théorie de l'implication', présumant que ses attaques répétées forceraient Israël à répliquer par l'agression contre les Etats arabes abritant les combattants d'Arafat, et initiant ainsi une escalade de l'animosité entre Israël et ses voisins arabes.	
Une maison touchée par les bombardements syriens permanents contre la Galilée, avant 1967	
1964	Création de l'OLP (Organisation de la Libération de la Palestine)
L'OLP fut créé en Egypte, et soutenue par la Ligue arabe en tant qu'organisation regroupant les groupes combattants contre Israël. En 1968, le Fatah de Yasser Arafat rejoignit les rangs de l'OLP et en prit la tête. Au fil des décennies, l'OLP mena des milliers d'attaques contre Israël ainsi que contre d'autres pays de par le monde, avec entre autres les premiers détournements d'avions.	
1967	La Guerre des Six-jours 
Israël se vit forcé de se défendre lorsque la Syrie, l'Egypte, la Jordanie et l'Irak intensifièrent leurs attaques. En outre, l'Egypte interdit à Israël l'accès aux eaux internationales et expulsa les forces de maintien de paix de l'ONU. Les quatre nations arabes mobilisèrent plus de 250 000 soldats, appuyés par l'aviation et armés de tanks fournis par les Soviétiques. Les armées se massèrent aux frontières pour envahir Israël. Le ministère de la Défense irakien ordonna de réduire en poussière et de paver les routes arabes avec les crânes des Juifs. ⁴ Israël les devança en une guerre défensive et réussit à prendre aux Jordaniens la Cisjordanie, Gaza et la Péninsule du Sinaï aux Egyptiens, et le Plateau du Golan aux Syriens.	
Tsahal libère la Vieille Ville de Jérusalem, 1967	

1967-1970	la Guerre d'usure
Peu après le cessez-le-feu de 1967, le président égyptien Gamal Nasser ordonna des attaques contre les Israéliens dans le Sinaï. Au cours de ce conflit qui dura trois ans, 1 424 soldats israéliens et plus de cent civils israéliens furent tués.	
1972	Le massacre de Munich 
Après 1967, les terroristes palestiniens attaquèrent les Israéliens dans le monde entier. Lors de leur opération la plus tristement célèbre, le groupe Septembre Noir pris en otages et assassina 11 membres de l'équipe olympique israélienne aux Jeux olympiques de Munich. On pense généralement que les terroristes étaient contrôlés par la faction Fatah de l'OLP, dirigée par Yasser Arafat.	
Le massacre de Munich, 1972	
1973	La Guerre de Kippour
L'Egypte et la Syrie lancèrent une attaque surprise contre Israël au jour le plus saint de l'année juive. Prises par surprise, les forces de Tsahal réussirent néanmoins à se défendre contre cet assaut, coupant la route des forces Egyptiennes sur le canal de Suez et repoussant les troupes Syriennes hors du Plateau du Golan. Même si Israël remporta la victoire au plan militaire, le prix en terme de vies humaines fut terrible – 2 688 soldats Israéliens tués au cours de presque trois semaines de combats. L'Egypte affirma avoir restauré son honneur grâce à ses succès militaires durant les premières quarante-huit heures.	
1982-1985	La guerre du Liban
Après son expulsion par la Jordanie en 1970, l'OLP se retrancha au Sud-Liban. Au cours de la guerre civile libanaise (1975-1990), les attaques de l'OLP contre le Nord d'Israël s'intensifièrent. Israël pénétra au Liban en 1982 pour déraciner cette organisation. L'OLP se vit forcée de se réimplanter à Tunis. En 1985, Israël se retira jusqu'à qu'à une zone de sécurité d'environ six kilomètres le long de la frontière, et y demeura jusqu'à son désengagement unilatéral en l'an 2 000. En 1982, 95 000 personnes avaient déjà trouvé la mort dans une terrible guerre civile libanaise. Au cours de cette guerre civile, les Phalangistes chrétiens libanais pénétrèrent dans le camp de réfugiés de Sabra et Shatila et massacrèrent environ 460 à 700 personnes, y compris 200 combattants de l'OLP. Alors que les Israéliens n'avaient pas été impliqués dans ce massacre, une cour de Justice israélienne décréta qu'Israël, et le général Ariel Sharon, en étaient indirectement responsables, dans la mesure où Tsahal n'avait pas empêché l'entrée des Phalangistes dans les camps.	
1987-1991	Première Intifada
L'OLP initia l'Intifada après que de fausses rumeurs se soient répandues dans les territoires palestiniens à propos de soi-disant atrocités israéliennes. Les Palestiniens alléguèrent qu'il s'agissait là d'un soulèvement non violent, mais très rapidement, 27 Israéliens furent tués et plus de 1 400 civils israéliens et 1 700 soldats israéliens blessés. Presque la moitié (1 000) des pertes palestiniennes fut causée par des combats internes (« intrafada ») entre diverses factions palestiniennes. ⁵	
1991	La Guerre du Golfe
Tandis qu'une coalition menée par les Etats-Unis combattait au Koweït contre Saddam Hussein, celui-ci, cherchant à inclure Israël dans la guerre, lançait 39 missiles contre Israël. Pour éviter de perturber la coalition menée par les Etats-Unis, Israël ne répliqua pas.	
1994	Premier attentat suicide en Israël
Huit civils israéliens sont tués dans un attentat suicide contre un autobus dans le centre du pays, une tactique qui allait être de plus en plus souvent employée dans le monde entier par les factions terroristes radicales islamistes.	
2000-2006	Seconde Intifada 'Al-Aqsa' 
Une campagne d'attentats suicide et d'attaques terroristes débuta le 29 septembre 2000 et fit, en cinq ans, 1 068 morts israéliens et plus de 7 000 blessés – 69 % d'entre eux étant des civils. Quelque 3 000 Palestiniens trouvèrent également la mort dans ce conflit.	
Après un attentat suicide, Seconde Intifada	
2006-2010	'Actes de guerre' contre Israël
Après le désengagement israélien total de la Bande de Gaza en 2005, le Hamas et d'autres mouvements terroristes lancèrent un tir de barrage quotidien de roquettes contre Israël. La ville de Sderot, par exemple, située à un kilomètre et demi de Gaza, fut touchée par plus de 360 tirs de roquettes dans les six mois suivant le retrait israélien. En juin 2006, les terroristes de Gaza s'introduisirent en Israël, tuant deux soldats et en kidnappant un autre. Deux semaines plus tard, le Hezbollah, appuyé par l'Iran et la Syrie, attaqua Israël en pénétrant par les frontières israélo-libanaises internationalement reconnues, tuant huit soldats et en kidnappant deux, lançant en même temps un déluge de roquettes contre les villes du nord d'Israël. Israël répliqua par une opération militaire qui dura 34 jours. Après le tir par le Hamas de milliers de roquettes sur des localités israéliennes et son refus de renouveler une trêve de six mois, Israël répliqua par une opération militaire contre le Hamas, afin de protéger les citoyens israéliens. Cette opération de 22 jours se termina le 18 janvier 2009. En mai 2010, des extrémistes turcs tentaient, avec une flottille pour un Gaza libre, de briser le blocus naval institué par Israël contre le Hamas. Au cours de leur attaque contre des soldats israéliens, neuf personnes furent tuées. En août 2010, des soldats libanais tuaient un soldat israélien au cours d'opérations d'entretien de routine de Tsahal le long de la frontière. Trois soldats libanais et un journaliste également libanais furent tués lors de l'échange de coups de feu.	

¹Tom Segev, One Palestine Complete, 2000, p.327. ²Benny Morris, Righteous Victims, 2001 p. 133; "The 1936 Riots," The Jewish Virtual Library. ³Nonie Darwish, Interview personnel, 1er Oct. 2006. Des thèmes similaires sont développés dans Now They Call Me Infidel, 2006. "Michael Oren, Six Days of War, 2002, p. 293. Palestinian Human Rights Monitoring Group (PHRMG), "Collaborators: New Impetus for an Old Witch Hunt," PHRMG Monitor, Février 2002.

Dans la mouvance des guerres réfugiés arabes et juifs

La guerre produit des réfugiés. Si les leaders arabes avaient accepté le plan de partition de l'ONU au lieu d'entamer une guerre pour s'emparer de la totalité du Mandat britannique, il existerait aujourd'hui un Etat indépendant palestino-arabe aux côtés d'Israël. Il n'y aurait pas eu de réfugiés arabe ni de 'Nakba' (catastrophe), le terme arabe employé pour désigner la défaite de 1948. Si les pays arabes n'avaient pas expulsé leurs citoyens juifs, il n'y aurait pas eu non plus de réfugiés juifs provenant des pays arabes.

« Le problème des réfugiés palestiniens est né de la guerre, et non pas à dessein » —Benny Morris, historien¹

RÉFUGIÉS JUIFS ORIGINAIRES DES PAYS ARABES

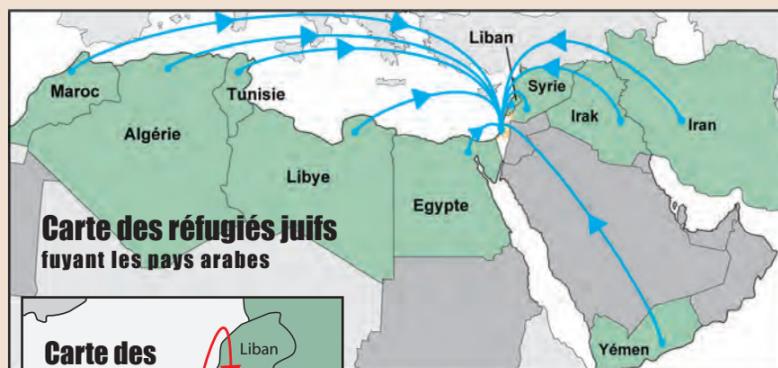
Plus de 10 000 Juifs devinrent des réfugiés dans les zones du Mandat sur la Palestine où les armées arabes eurent le dessus.²

En Cisjordanie et à Gaza, les armées arabes anéantirent les communautés juives et tuèrent ou expulsèrent tous les Juifs. Après la guerre de 1948, aucun Juif ne fut autorisé à vivre dans les zones occupées par les Arabes. La Jordanie s'empara du contrôle de la Cisjordanie et refusa de protéger les sites juifs saints. Dans la seule Jérusalem-Est, 57 synagogues, bibliothèques et maisons d'étude – la plupart centenaires – furent profanées et détruites. Leurs pierres furent utilisées pour construire des urinoirs, des revêtements de sols et de routes.³

Plus de 850 000 Juifs durent fuir les persécutions ou furent expulsés des terres arabes et musulmanes après la Guerre de l'Indépendance. Entre 1949 et 1954, ils se retrouvèrent sans toit, alors que leurs communautés dataient parfois de plus de deux millénaires. Entre 1948 et 2 000, la population juive des pays du Proche-Orient et d'Afrique du nord passa de plus de 900 000 personnes à moins de 50 000.⁴

Israël réinstalla près de 600 000 Juifs originaires des pays arabes. Le nouvel Etat, tout juste sorti de la dévastation de la guerre de 1948, lutta pour intégrer tant les nouveaux réfugiés juifs des pays arabes que les 300 000 réfugiés européens rescapés de la Seconde guerre mondiale. La population d'Israël en 1948 fit plus que doubler en trois ans, tandis que la nation remplissait sa mission de devenir un havre et un refuge pour les Juifs persécutés. « Aucun afflux comme celui-là n'a été enregistré au cours des temps modernes. Ce fut une politique de 'porte ouverte' devant laquelle bien des nations plus anciennes et plus riches auraient reculé, comme le souligne l'historien Howard Sachar⁵. Pourtant, même si la communauté mondiale soutenait la renaissance de l'Etat juif, aucun organisme internationale n'aida à la réinstallation des Juifs réfugiés.

Les réfugiés juifs aujourd'hui : Ces anciens réfugiés ne le sont plus désormais. Comme des dizaines de millions d'autres réfugiés du siècle dernier, les Juifs se sont réinstallés dans d'autres pays. Les deux-tiers ont choisi de vivre en Israël. A l'heure actuelle, ces anciens réfugiés du Proche-Orient et leurs descendants composent plus de la moitié de la population juive israélienne



Plus de 850 000 Juifs fuirent ou furent expulsés des pays arabes et musulmans après 1948 (cf carte ci dessous).



New-York Times, 16 mai 1948 : « 900 000 (Juifs) d'Afrique et d'Asie subissent la colère de leurs ennemis »



Entre 472 000 et 750 000 Arabes palestiniens furent déplacés par la guerre arabo-israélienne de 1948. La plupart fuirent vers les territoires de Gaza et la Cisjordanie, ainsi que vers les pays arabes proches.

RÉFUGIÉS ARABES PALESTINIENS

En 1948, 160 000 Arabes qui vivaient à l'intérieur des frontières d'Israël acceptèrent l'invitation israélienne de choisir la paix et de devenir des citoyens israéliens. Ils élurent trois députés Arabes israéliens à la première Knesset 7. Après la résolution de problèmes liés à l'après-guerre, ils devinrent plus libres, plus instruits et plus prospères que la moyenne des citoyens vivant dans tous les pays arabes. A l'heure actuelle, le nombre des Arabes israéliens s'élève à plus de 1 250 000 personnes, et ils continuent à élire des représentants à la Knesset.

Entre 472 000 et 750 000 Arabes palestiniens (des controverses s'élèvent quant aux chiffres) quittèrent pour diverses raisons ce qui allait devenir Israël :⁸

- La plupart s'enfuirent pour échapper aux combats, qu'Israël n'avait pas initiés et qu'Israël ne voulait pas.
- La classe dominante s'enfuit pour éviter la guerre à venir. Sans leur leaders, la société civile se désintégra, provoquant davantage de départ.
- Nombreux furent ceux qui s'enfuirent parce que les leaders arabes les poussèrent à ne pas se trouver sous les pas des armées arabes, et leur promirent que la victoire serait rapide et qu'ils pourraient revenir au plus tôt.
- Nombreux furent ceux qui s'enfuirent à cause de la propagande arabe qui lançait des récits d'atrocités israéliennes, causant ainsi la panique.⁹
- Les troupes israéliennes obligèrent des résidents arabes à quitter leurs maisons, dans certaines zones stratégiquement vitales pour la survie du jeune Etat d'Israël.

Des années durant, les Arabes palestiniens reprochèrent aux Etats arabes de les avoir encouragés à fuir :

« Les armées arabes pénétrèrent en Palestine pour protéger les Palestiniens... mais en fait ils les abandonnèrent, les forçant à émigrer et à partir. » — Mahmoud Abbas (Abou Mazen), président de l'AP, 1976 ¹⁰

« Nous allons écraser ce pays. Les Arabes doivent mettre en sécurité leurs femmes et leur enfants jusqu'à la fin des combats » — Nuri Said, Premier ministre irakien, 1948 ¹¹

« Depuis 1948, nous avons demandé le retour des réfugiés dans leurs anciennes demeures. Mais c'est nous-même qui les avons encouragés à partir. Quelques mois seulement séparaient notre appel leur demandant de partir et notre appel aux Nations Unies pour résoudre le problème de leur retour. » — Haled al-Azm, Premier ministre syrien, 1948-1949 ¹²

« Le faux récit des atrocités commises à Deir Yassin fut notre plus grande erreur... Les Palestiniens s'enfuirent, saisis de panique. » — Hazem Nusseibeh, rédacteur du service des nouvelles arabes des émissions palestiniennes 1948.¹³

Situation exceptionnelle des réfugiés palestiniens : les dizaines de millions de réfugiés des autres régions en guerre de par le monde durant cette période se réinstallèrent dans d'autres pays, mais les Etats arabes voisins, à l'exception de la Jordanie, n'allaient pas réinstaller les



Arabes palestiniens, bien que partageant la même histoire, la même langue et la même religion. Bien au contraire, les gouvernements arabes les confinèrent dans des quartiers de réfugiés, leur refusant la nationalité du pays et exploitant leur situation désespérée comme une arme de propagande contre Israël.

« Les Etats arabes ne veulent pas résoudre le problème des réfugiés. Ils veulent garder la plaie béante, comme un affront à l'ONU et comme une arme contre Israël » — Ralph Galloway, ancien directeur de l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), août 1958 ¹⁴

« Depuis 1948, les leaders arabes... ont utilisé le peuple palestinien pour des objectifs politiques égoïstes. C'est... criminel » — Le roi Hussein de Jordanie, 1960 ¹⁵

« Tous les pays arabes veulent garder ce problème béant comme une plaie ouverte » — Ana Liria-franch, représentant régional au Caire pour le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés, 2003 ¹⁶

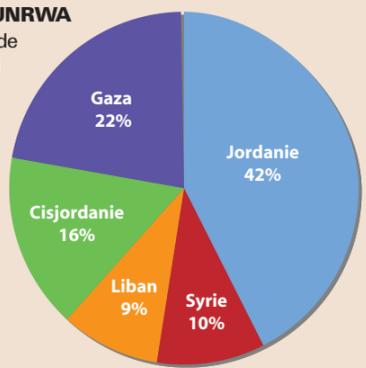
Le 'droit au retour' : les gouvernements arabes promirent aux réfugiés qu'ils pourraient revenir chez eux. Les leaders arabes affirmèrent explicitement que leur objectif était de démanteler l'Etat juif au plan démographique, en inondant d'Arabes palestiniens.

« Si les Arabes retournent en Israël – Israël cessera d'exister. » — Gamal Abdel Nasser, Président de l'Egypte, 1961 ¹⁷

« Cette exigence de retour des réfugiés palestiniens... équivaut à la destruction d'Israël. » — As'ad Abd-Al Rahman, ministre de l'AP aux réfugiés, 1999¹⁸

Les réfugiés aujourd'hui : l'ONU a accordé un traitement spécial aux réfugiés palestiniens. En 1949 elle créa l'UNRWA, une agence exclusivement réservée aux réfugiés palestiniens. Le site Internet de l'UNRWA rapporte que cette agence « est unique en termes d'implication à long terme envers un groupe spécifique de réfugiés... et ce, sur quatre générations de réfugiés. »¹⁹ Tous les autres réfugiés du monde sont gérés par une seule Agence de l'ONU, l'UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), et aucun groupe de descendants de réfugiés ne sont considérés eux-mêmes comme des réfugiés. ¹⁹ En 2005, l'UNRWA s'occupait de 4, 3 millions de Palestiniens. Après sa création, l'AP gère 36 % des réfugiés palestiniens mais n'employa pas les milliards de dollars d'aide étrangère pour améliorer leurs conditions de vie.

Israël a fourni des fonds à l'UNRWA mais ne contrôle pas la politique de cette organisation. Lorsque Israël administrait les territoires, ses efforts pour améliorer le logement des réfugiés furent dénoncés par l'OLP et l'ONU (Résolutions 2792 (1971) et 41/69 (1986)) Les réfugiés palestiniens sont toujours utilisés comme des pions sur l'échiquier politique



Pourcentage de population palestinienne réfugiée par pays/emplacement, 2005²⁰

Décroissance de la population juive dans les pays du Proche-Orient⁶

	1948	2000	1948	2000
Algérie	140,000	< 100	Libye	38,000
Egypte	75,000	200	Maroc	265,000
Iran	100,000	12,000 - 40,000	Syrie	30,000
Irak	150,000	100	Tunisie	105,000
Liban	20,000	100	Yémen	55,000
				200

¹Benny Morris, Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949, 1989, p. 286; David Meir-Levi, "The Origins of the Refugee Problem," Jewish World, 2005. ²Anita Shapira, "The Past is not a Foreign Country," The New Republic, 29 Novembre 1999. ³Gerald M. Steinberg, "Jerusalem – 1948, 1967, 2000: Setting the Record Straight," Canadian Jewish News, 24 Août 2000. ⁴John F. Burns, "In the Islamic Mideast, Scant Place for Jews," Week in Review, New York Times, 25 Juillet 1999. ⁵Howard Sachar, A History of Israel, 2000, pp. 395-405. ⁶Statistiques tirées de Mitchell Bard, Myths and Facts: A Guide to the Arab-Israeli Conflict, 2001, pp. 192-198. ⁷Membres de la Première Knesset sur le site <http://www.knesset.gov.il/>. ⁸Benny Morris, Righteous Victims, 2001 pp. 252-258; Yoav Gelber, Palestine 1948, 2001, pp. 74-84. ⁹Sachar, op. cit., p. 333; "Israel and the Arabs: The 50 Year Conflict," documentaire de la BBC. Cité par CAMERA, "Pattern of Bias," Juillet 1999. ¹⁰Mahmoud Abbas, Falastin a-Thaura, Mars 1976, cité in "Palestine's Pawns," Wall Street Journal, 5 Juin 2003. ¹¹Cité dans Nimr el-Hawari, Sir An-Nakbah, 1952. ¹²The Memoirs of Haled al Azm, 1973, Part I, pp. 386-387. ¹³Hazem Nusseibeh, interview in "Israel and the Arabs: The 50 Year Conflict," documentaire de la BBC. Cité par CAMERA, "Pattern of Bias," Juillet 1999. ¹⁴Cité dans Terence Prittie, "Middle East Refugees," in Michael Curtis, et al., The Palestinians, 1975 p. 71. ¹⁵Cité dans Alan Dershowitz, The Case for Israel, 2003, pp. 87-88. ¹⁶Cité dans Paul Garwood and Maggie Michael, "Palestinian refugees: championed by Arab world yet treated like outcasts," AP, December 30, 2003. ¹⁷Cité dans la revue suisse Zibicher Woche, 1er Septembre 1961. ¹⁸Cité dans le journal jordanien Al-Dustur, 16 Août 1999. ¹⁹Auto-description de l'UNRWA dans le site UNRWA: www.unrwa.org/unrwa. ²⁰Statistiques tirées du site UN/UNRWA: www.un.org/unrwa.

Dans la mouvance de la guerre des Six-jours

Le terme 'occupation' se réfère à l'administration militaire israélienne de la Cisjordanie et de Gaza, qui prit place depuis la fin de la Guerre des Six-jours jusqu'aux accords de paix d'Oslo en 1993. Israël remit alors l'administration civile de la plupart des territoires entre les mains de l'Autorité palestinienne nouvellement créée et voulut mettre graduellement un terme à sa présence militaire dans la région. Néanmoins, des groupes palestiniens radicaux surnomment la totalité d'Israël 'territoires occupés'.

Faits à savoir sur l'occupation

L' 'occupation' fut la résultante directe d'un conflit arabo-israélien plus vaste. Le terme 'occupation' implique des efforts belliqueux pour s'emparer et gouverner un peuple étranger, mais les Territoires tombèrent sous contrôle israélien au cours de la guerre de défense de 1967. Les Etats arabes et les Palestiniens refusèrent d'accepter le droit à l'existence de l'Etat juif et se mobilisèrent une fois de plus en 1967 pour l'anéantir (cf. page 13). En se défendant, Israël repoussa les troupes jordaniennes, égyptiennes et syriennes et s'empara des territoires qui se trouvaient côté israélien de la ligne d'armistice.

Les Palestiniens n'émirent aucune revendication sur les Territoires jusqu'à ce qu'Israël les ait pris en 1967 à l'Egypte et à la Jordanie. Au cours des dix-huit ans d'occupation par l'Egypte et la Jordanie (1948-1967), personne n'appela de ses vœux l'existence d'un Etat palestinien incluant Gaza et la Cisjordanie. Les résidents de Cisjordanie devinrent des citoyens jordaniens. La Convention originelle de l'OLP, en 1964, excluait explicitement les territoires de sa description de la Palestine. Elle appelait à la destruction d'Israël et à un règne arabe. L'OLP modifia sa Charte pour y inclure une revendication sur les territoires, seulement après qu'Israël s'en soit emparés en 1967.²

L'OLP « n'exerce aucune souveraineté régionale sur la Cisjordanie dans le royaume hachémite de Jordanie, sur la Bande de Gaza sur dans la zone de Himmah »

—Article 24 de la Convention de l'OLP, 1964

Israël a tenté à plusieurs reprises de mettre fin à l'Occupation après 1967. Israël ne souhaite pas gouverner les Palestiniens. Deux semaines après la fin des hostilités, Israël offrait des territoires en contrepartie de la paix, mais cette proposition fut catégoriquement rejetée par les leaders arabes, qui décrétèrent officiellement les 'trois NON' de Khartoum.

« Pas de paix avec Israël, pas de reconnaissance d'Israël, pas de négociations avec Israël »

—Résolution de Khartoum, 1^{er} septembre, 1967³

Entre 1967 et 1969, puis de nouveau en 1979 dans des lettres attachées au traité de paix israélo-égyptien, et enfin depuis 1991 jusqu'à aujourd'hui, les leaders israéliens ont cherché à négocier avec les Palestiniens en vue d'une résolution pacifique du conflit, mais leurs efforts ont été rejetés de façon répétée.⁴

Israël s'est vu forcé de poursuivre sa présence à Gaza et en Cisjordanie de 1967 à 1993, car aucun leader palestinien ne se présenta comme partenaire de paix. Selon les lois internationales, Israël devait administrer les Territoires jusqu'à ce qu'un traité de paix puisse être négocié. La loi internationale et la Résolution 242 de l'ONU exigeant des belligérants de négocier une solution incluant un accord sur des frontières qui seraient mutuellement reconnues. A l'origine, la communauté internationale présumait qu'Israël allait négocier avec la Jordanie et l'Egypte, qui avaient occupé les Territoires entre 1949 et 1967, mais ces deux pays refusèrent à l'époque de négocier. Lorsqu'ils renoncèrent à leurs revendications sur les Territoires de la Bande de Gaza et la Cisjordanie, en 1979 et 1988

respectivement, Israël fut laissé avec la responsabilité de poursuivre son administration. Lorsque Yasser Arafat et l'OLP déclarèrent qu'ils étaient prêts à accepter l'existence d'Israël et à entamer des négociations de paix, Israël saisit l'occasion de résoudre le conflit.

Au cours de son administration des Territoires, Israël chercha à améliorer le niveau de vie des Palestiniens. Les barrières militaires furent démantelées, et pour la première fois depuis la Guerre d'Indépendance de 1948, Israéliens et Palestiniens purent circuler plus librement entre les Territoires et l'Etat juif. Israël enleva toutes les barrières militaires jordaniennes et israéliennes qui divisèrent Jérusalem entre 1948 et 1967. Israël aida à la modernisation des infrastructures palestiniennes (en contribuant à la création de plus de deux mille manufactures), créa sept universités, élargit le système scolaire, enseigna l'agriculture moderne, mis en œuvre des programmes médicaux et ouvrit plus d'une centaine de centres de santé. Israël instaura la liberté de presse, d'association et de religion, et « initia quelque chose de totalement nouveau, la première administration authentiquement palestinienne jamais connue par les Arabes de la région. Le chômage diminua, l'espérance de vie augmenta et la population doubla pratiquement en 26 ans, entre 1967 et 1993.⁶

« Au cours des années 70, la Cisjordanie et la Bande de Gaza connurent le quatrième rang de rapidité du taux de croissance économique au monde, plus rapide que celui des 'miracles' tels que Singapour, Hong Kong et la Corée, et considérablement plus rapide que celui d'Israël. »

—Efraim Karsh, historien⁷

Israël commença dès 1994 à remettre l'administration civile des territoires aux mains de l'Autorité palestinienne nouvellement créée.

Faits concernant l'Administration israélienne des Territoires (1967-1993)

- Dans les années 70, les Territoires accédèrent au quatrième rang de rapidité du taux de croissance économique mondial⁸
- Le revenu per capita en Cisjordanie s'éleva de 80 % entre 1967 et 1973
- Le chômage dégringola à 2 % dans la Bande de Gaza¹⁰
- Entre 1968 et 2000, la mortalité infantile diminua de manière abrupte de 60 à 15 % par mille naissances¹¹
- Israël dépensa des millions de dollars pour améliorer les camps de réfugiés¹²
- Le nombre des écoles élémentaires palestiniennes augmenta de 102 % ; et, au-dessus de l'âge de 15 ans, l'analphabétisme passa à 14 % seulement¹³

- En 1997, les troupes israéliennes remirent les villes et villages palestiniens aux mains de l'AP. Ces zones incluaient 98 % des Palestiniens qui étaient désormais auto-administrés sous l'égide de l'AP.¹⁴

- Après le rejet par Yasser Arafat des propositions du Camp David et le début de l'Intifada, Israël a redéployé ses troupes par intermittences pour des opérations ponctuelles de contre-terrorisme, devenues indispensables en raison de groupes terroristes refusant de mettre fin aux hostilités contre l'Etat juif.

- Malgré le terrorisme permanent et l'effondrement des négociations de paix, Israël a poursuivi ses retraits. En août 2005, Israël se retirait des quelques rares zones restantes de Gaza ainsi que de certaines parties du nord de la Cisjordanie, de trois fois la taille de la Bande de Gaza. Au cours de ce processus, Israël déracina plus de 8 500 Juifs ayant édifié leurs communautés au cours des trente années précédentes dans la Bande de Gaza, où les résidents israéliens avaient employé plus de 10 000 Palestiniens de la région. Israël a abandonné intacte cette infrastructure pour être utilisée à l'avenir par les Palestiniens. Après le désengagement israélien, aucun Israélien juif ou non juif ne resta à Gaza. Même les cimetières juifs furent transportés hors de la région.

Problèmes des frontières et des implantations

Après 1967, les Israéliens édifièrent des communautés à Gaza et en Cisjordanie. Même si ces communautés furent politiquement contestées, elles furent bâties dans des zones non développées et inhabitées et sont entièrement légales. Les Palestiniens ont des revendications légitimes quant à la souveraineté sur certaines de ces terres. Ils sont souvent des habitants de longue date, qui ont le sentiment d'être privés de leurs droits politiques et de leur droit à l'autodétermination. Israël ne veut pas interférer avec leurs droits politiques, mais conteste ces revendications territoriales. Israël a également de puissantes revendications sur ces terres, et par conséquent, la Cisjordanie et la Bande de Gaza doivent être nommées territoires contestés.

Les revendications d'Israël incluent :

Droits légaux : Le Mandat britannique (1920-1948) constitua la première autorité souveraine légale sur les Territoires. La Jordanie et l'Egypte les détiennent illégalement de 1948 à 1967. Ils demeuraient des parties non allouées du Mandat britannique, à partir du moment où aucun gouvernement en remplaça officiellement la juridiction mandataire. Les grandes lignes du Mandat appelaient à l'implantation des Juifs dans la région.¹⁵

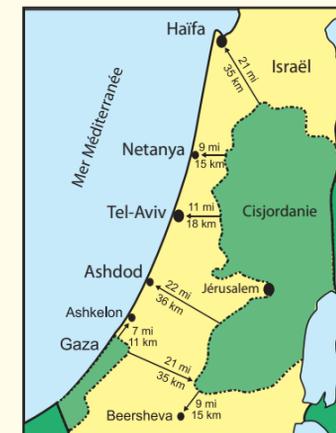
Droits historiques : la Judée et Samarie (rebaptisées Cisjordanie par la Jordanie en 1951) furent le berceau de la civilisation juive et connut une présence juive continue jusqu'à la guerre de 1948, où les habitants juifs furent tués et quelque 10 000 d'entre eux expulsés par les Jordaniens.¹⁶

Revendications sécuritaires : Les Etats arabes ont lancé à plusieurs reprises des attaques contre Israël à partir d'emplacements stratégiques dans les Territoires, et la Résolution 242 de l'ONU envisageait des négociations bilatérales assurant à Israël des frontières plus sûres et permettant une plus grande stabilité régionale. Jusqu'à 1988, l'OLP continua officiellement à appeler de ses vœux un Etat palestinien pour remplacer l'Etat d'Israël, et non pas un Etat séparé qui existerait aux côtés d'Israël.

Les besoins sécuritaires israéliens restent de la plus haute urgence. A l'heure actuelle, le gouvernement palestinien où le Hamas a pris le pouvoir continue d'appeler à la destruction d'Israël, et Israël est à maintes reprises attaqué à partir des territoires palestiniens et libanais. Le Hamas possède des liens étroits avec l'Iran, la Syrie et le Hezbollah et a tissé des liens avec Al Qaïda, qui appellent tous à la destruction d'Israël (cf. pages 28-31).

Problèmes non résolus de délimitation des frontières:

Les frontières d'avant 1967 (Ligne verte) ne constituent pas des frontières internationalement reconnues. C'est une ligne de cessez-le-feu, marquant les positions tenues par les troupes israéliennes et arabes lors de la trêve à la fin de la Guerre de 1948. La Ligne verte resta une ligne d'armistice car les leaders arabes refusèrent de négocier le tracé définitif des frontières. Les Accords d'Oslo appelaient entre autres Israéliens et Palestiniens à négocier les frontières définitives entre l'Etat d'Israël et un futur Etat palestinien. A ce jour, les négociations n'ont pas résolu ces problèmes à la satisfaction des deux parties.



Les inquiétudes sécuritaires d'Israël naissent de sa vulnérabilité aux attaques des territoires voisins.

Faits concernant les implantations israéliennes dans les territoires¹⁷, légaux mais politiquement contestés

- 1967-1977 : 76 communautés juives furent édifiées dans les Territoires, sur des terres en friche. La plupart furent créées pour des raisons sécuritaires, mais certains Israéliens, comme par exemple les survivants de Gush Etzion, retournèrent pour reconstruire les communautés juives que les forces arabes avaient prises et détruites durant la guerre de 1948.
- Après 1977, 74 autres communautés furent édifiées dans les Territoires, sur des terres gouvernementales non allouées.
- En 2005, les 150 communautés existantes incluaient quelque 200 000 Israéliens, vivant dans moins de 2 % des territoires de Cisjordanie.
- 80 % des résidents des implantations vivent dans des communautés situées à proximité de la Ligne verte, consistées actuellement par les faubourgs de Jérusalem et de Tel Aviv.

Le droit des Juifs à s'installer sur ces terres est « un droit légal garanti par traité et spécifié par l'article 80 de la Charte de l'ONU... le droit des Juifs à s'installer dans la région est en tous points équivalent au droit de la population palestinienne existante à vivre ici. »

—Eugène Rostow, ancien sous-secrétaire d'Etat américain, 1990¹⁸

¹Article 24 de la Charte palestinienne nationale originelle, 1964. ²La Charte nationale palestinienne fut adoptée par le 4^{ème} Conseil national palestinien en 1968. ³Résolutions de Khartoum, Septembre 1967. ⁴Lettres échangées entre le Président Sadate, le Premier Ministre Begin et le Président Carter et attachées au traité de paix entre l'Etat d'Israël et la république arabe d'Egypte, 26 Mars 1979. ⁵Howard Sachar, History of Israel, 2000, pp. 678, 707. ⁶Efraim Karsh, "What Occupation?" Commentary, Juillet 2002; "Demography of Palestine & Israel, the West Bank and Gaza," Jewish Virtual Library; Bennett Zimmerman et al, "The Million Person Gap: The Arab Population in the West Bank and Gaza," Février 2006, p. 12. ⁷Karsh, op. cit. ⁸Ibid. ⁹Sachar, op. cit. p. 688. ¹⁰Ibid. p. 687. ¹¹Karsh, op. cit. ¹²Sachar, op. cit. p. 687. ¹³Karsh, op. cit. ¹⁴Freedom House, "Freedom in the World: Palestinian Authority-Administered Territories [Israel] (2002)" ¹⁵The Palestine Mandate, 1922. ¹⁶Anita Shapira, "The Past Is Not a Foreign Country: The Failure of Israel's 'New Historians' To Explain War and Peace," The New Republic, 29 Novembre 1999. ¹⁷Jeffrey Helmreich, "Diplomatic and Legal Aspects of the Settlement Issue," Jerusalem Issue Brief, January 19, 2003. ¹⁸Eugene W. Rostow, "Bricks and Stones: Settling for Leverage; Palestinian Autonomy," The New Republic, 23 Avril 1990.

Israël en quête de paix avec ses voisins



Les sionistes puis le nouvel Etat d'Israël ont toujours recherché l'amitié des pays voisins et envisagèrent un bénéfice mutuel dans des projets commerciaux, scientifiques, environnementaux et humanitaires. Après la Première guerre mondiale, de nombreux leaders arabes partageaient cette vision :

« Nous autres Arabes ...envisageons le mouvement sioniste avec le plus profonde sympathie.. Nous souhaitons aux Juifs la plus chaleureuse bienvenue ... Nos deux mouvements se complètent mutuellement. Je pense qu'aucun des deux ne peut vraiment réussir sans l'autre ». — Emir Fayçal, leader du monde arabe, 3 mars 1919¹

Mais très rapidement, de nombreux leaders arabes devinrent hostiles au sionisme, dénièrent le droit de l'Etat juif à l'existence et tentèrent à plusieurs reprises de le détruire. Pourtant, Israël se cramponna au rêve de coexistence pacifique. La petite nation juive ée née à nouveau, s'était protégé avec vigueur, tout en offrant simultanément à ses voisins amitié et compromis. L'Etat d'Israël a toujours montré sa volonté d'accomplir des concessions, même douloureuses, lorsque d'authentiques opportunités de paix étaient offertes. Malheureusement, seuls deux Etats du Proche-Orient ont jusqu'ici signé des accords de paix avec Israël : l'Egypte et la Jordanie.

1937: Les sionistes acceptèrent le programme de partition britannique, avec quelques réserves. Basée sur le rapport de la Commission Peel, cette proposition appelait à un Etat juif incluant 4 % seulement du Mandat britannique originel, qui incluait la Jordanie, et un Etat palestinien arabe confédéré avec la Jordanie dans les 96 % restant des terres. Les leaders arabes rejetèrent cette proposition.

1947: Les sionistes acceptèrent le plan de partition de l'ONU La résolution 181, qui appelait à une partition en deux Etats des 22 % des terres destinées à l'origine à un foyer juif. 45 % des terres étaient attribuées à un Etat arabe et 55 % à un Etat juif, dont 60 % étaient situés dans l'aride désert du Néguev. Les Etats arabes refusèrent cette solution de compromis et intensifièrent leur hostilité envers l'Etat juif. En 1951, le roi Abdullah de Jordanie était assassiné pur avoir tenté de négocier une paix avec Israël.

« Nous avons une arme secrète... et c'est le temps. Aussi longtemps que nous ne faisons pas la paix avec les sionistes, la guerre n'est pas terminée ; et aussi longtemps que la guerre n'est pas terminée, il n'y a ni vainqueur ni vaincu ». —Azzam Pash, secrétaire général de la Ligue arabe (1945-1952), 1949²

1957: Retrait unilatéral israélien de la Péninsule du Sinaï : Israël avait pris la Péninsule du Sinaï au cours de la campagne de Suez en 1956 (cf. « Guerres », page 12). L'Egypte refusa de faire la paix. Néanmoins, Israël opéra un retrait après l'arrêt du blocus naval égyptien dans le canal de Suez et le détroit de Tiran, et après la prise de position de troupes du maintien de la paix de l'ONU le long des frontières israélo-égyptiennes.

1967: Israël accepta la Résolution 242 de l'ONU – avec la formule 'territoires en contrepartie de la paix' : la résolution appelait les Etats arabes à faire la paix, à reconnaître le droit d'Israël à l'existence et à négocier avec Israël pour instaurer de nouvelles frontières, plus sûres. En contrepartie, Israël devait se redéployer hors de certains des territoires pris lors de la Guerre des Six-jours. Les Etats arabes rejetèrent cette formule dans leur Résolution de Khartoum avec leurs 'trois NON' – non à la paix, non aux négociations et non à la reconnaissance de l'Etat juif.³

1979: Traité de paix avec l'Egypte : Lorsque le président Anouar Sadate vint à Jérusalem avec une authentique offre de paix, Israël l'accueillit chaleureusement. Bien qu'Israël ait découvert du pétrole et du gaz dans le Sinaï, il remit toute la Péninsule du Sinaï à l'Egypte (soit 91 % de tous les territoires pris durant la Guerre des Six-jours), démantelant toutes les communautés juives qui y avaient été édifiées, cédant son infrastructure de forage pétrolier intacte et renonçant aux revenus générés par les puits de pétrole. En 1981, le président Sadate était assassiné par des extrémistes égyptiens pour avoir conclu un accord avec Israël.

1993: Accords de paix d'Oslo avec l'OLP : Israël accepta de se retirer de la plupart des Territoires et d'accorder aux Palestiniens un gouvernement autonome. En contrepartie, l'OLP était censé cesser les incitations, renoncer au terrorisme et accepter le droit d'Israël à exister en paix en tant qu'Etat juif, avec des frontières sûres. En 1997, 98 % des Palestiniens étaient gouvernés par l'Autorité palestinienne (cf. « Accords d'Oslo », pages 21-23).

1994: Traité de paix avec la Jordanie : le roi Hussein et Israël procèdent à de multiples dispositions, que le roi Hussein garda secrets en raison de la pression des Etats arabes. L'atmosphère de la région avait changé après les accords de 1993, permettant ainsi à la Jordanie et à Israël d'officialiser publiquement leurs relations pacifiques.

2000-2006: Retrait unilatéral du Sud-Liban : Malgré la poursuite des hostilités et les menaces du Hezbollah, groupe terroriste soutenu par l'Iran et la Syrie, et malgré le fait que le Liban n'avait pas fait la paix, Israël retira unilatéralement ses troupes hors de la zone de sécurité qu'il avait instaurée au sud Liban, dans l'espoir de promouvoir ainsi la paix. Malheureusement, entre 2000 et 2006, le Hezbollah lança plus de 12 000 roquettes au Liban dirigés contre Israël, poursuivit ses attaques de roquettes contre les frontières nord d'Israël, et perpétra de multiples actes de violence dans la région comme ailleurs. Le 12 juillet 2006, le Hezbollah lançait une attaque contre Israël, enlevait deux soldats et en tuait huit, tout en attaquant simultanément des villes israéliennes (cf. « Guerre du Hezbollah », pages 28-31).

2005: Désengagement unilatéral hors de Gaza et de certaines parties de la Cisjordanie : Bien que l'Autorité palestinienne n'ait pas tenu ses engagements, Israël se retira de certaines parties du nord de la Cisjordanie et de la zone qu'il contrôlait encore dans la Bande de Gaza, déracinant plus de 8 500 résidents israéliens qui quittèrent à contrecœur leurs foyers et les communautés prospères qu'ils avaient édifiées. Ces décisions furent prise dans l'espoir de sortir le processus de paix de l'impasse et de faciliter une solution bi-étatique avec des frontières bien définies. A l'heure actuelle, ces espérances ne se sont pas réalisées.

2006: Le parti Kadima remporte les élections israéliennes avec une plate-forme de désengagements supplémentaires, malgré la victoire du Hamas aux élections palestiniennes Ignorant le besoin et l'occasion d'initier un avenir meilleur pour le peuple palestinien, le Hamas ne changea ni sa charte ni sa rhétorique, appelant toujours à la destruction d'Israël, n'apportant pas l'unité au Palestiniens et ne se transformant pas en mouvement pacifique. Le Hamas n'empêcha ni ne condamna le tir de 800 roquettes Kassam lancées à partir de Gaza, moins de onze mois après le désengagement israélien. En juillet 2006, sous le gouvernement du Hamas, des terroristes pénétrèrent en Israël à partir de Gaza, tuant deux soldats et enlevant le soldat israélien Gilad Shalit, provoquant ainsi une réaction d'Israël (cf. pages 28-31).



Efforts de paix Israélo-Palestiniens

« Nous, qui sommes venus d'un pays où les parents enterrent leurs enfants... nous vous disons aujourd'hui à haute et intelligible voix : assez de sang et de larmes. Assez. »

—Itzhak Rabin, Discours sur la pelouse de la Maison Blanche, 1993



Poignée de mains à la Maison Blanche lors de la signature des Accords d'Oslo. (de gauche à droite : Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, président des Etats-Unis Bill Clinton, chef de l'OLP Yasser Arafat).

L'espoir de l'avènement d'une nouvelle ère était né avec les Accords d'Oslo. Ces Accords promettaient de mettre fin à des décennies de guerre et de satisfaire les aspirations palestiniennes, tout en assurant la sécurité d'Israël.

Depuis sa fondation en 1964, l'objectif avéré de l'OLP fut de remplacer Israël, et non de vivre à ses côtés. De nouvelles occasions se révélèrent au début des années 90, à la fin de la première Intifada, lorsque le chef de l'OLP Yasser Arafat affirma qu'il adhérerait à la résolution 242 de l'ONU. Les ennemis d'Israël semblaient prêts à mettre bas leurs armes et à faire la paix. Israël se prépara à saisir cette opportunité. La plupart des Israéliens et des Palestiniens étaient pleins d'espoir et d'optimisme.

Les représentants de l'OLP et d'Israël entamèrent en 1992 des pourparlers secrets à Oslo, en Norvège. Arafat, architecte du terrorisme contre Israël, assura qu'il renonçait à la violence, qu'il cesserait les incitations, reconnaîtrait le droit d'Israël à l'existence et accepterait une solution bi-étatique. En contrepartie, Israël et les Etats-Unis reconnaîtraient l'OLP comme représentant officiel du peuple palestinien et accepteraient d'accorder l'autonomie aux Palestiniens.

Le processus d'Oslo ne se déroula pas sans difficultés. Bien qu'en 1997, l'Autorité palestinienne gouvernât 98 % de sa population civile, des incitations et un terrorisme palestinien de plus en plus intenses conduisirent Israël à reporter de nouveaux retraits. Les Palestiniens remirent en question l'engagement israélien envers les Accords d'Oslo, tandis que des appels à la violence de la part de médias palestiniens officielles, d'agences et de leaders religieux et politiques, poussaient de nombreux Israéliens à remettre en question la sincérité d'Arafat. A camp David, en 2000, Arafat rejeta l'offre israélienne d'une solution bi-étatique qui avait été avalisée par le président Clinton, et ne fit aucune contre-proposition. La campagne de terrorisme connue comme la seconde Intifada (Intifada d'Al Aqsa) éclatait deux mois plus tard. En 2003, l'ONU, l'Union européenne et la Russie appuyèrent un nouveau plan, la 'feuille de route', pour faire redémarrer le processus de paix. Lorsque les négociations du plan 'Feuille de route' échouèrent également, Israël entreprit une politique de retraits unilatéraux.

Points principaux du processus de paix d'Oslo

13 septembre 1993 : Yasser Arafat et Yitzhak Rabin échangent une poignée de mains sur la pelouse de la Maison Blanche et signent la Déclaration de principe sur les dispositions touchant un gouvernement autonome intérimaire. Ces dispositions disposaient les étapes progressives des retraits israéliens. En contrepartie, l'OLP devait s'abstenir de tout acte d'incitation et de violence, démanteler les groupes terroristes et enlever les clauses de sa Charte appelant à la destruction d'Israël. Les problèmes les plus difficiles – Jérusalem, les réfugiés, les frontières définitives, les implantations et la sécurité – devaient être négociés cinq ans plus tard, une fois Israël assuré que son ancien ennemi avait sincèrement renoncé à la violence et à ses objectifs de détruire l'Etat juif.¹

4 mai 1994 : L'Autorité palestinienne (AP) est établie pour gouverner les Palestiniens aux termes de l'Accord Gaza-Jéricho. Israël remet l'administration civile entre les mains de l'OLP et se retire de Jéricho et de la Bande de Gaza.

1^{er} juillet 1994 : L'exil d'Arafat à Tunis prend fin, et il retourne dans la Bande de Gaza avec les membres de l'OLP qui avaient été avec lui à Tunis.



Manifestation pour la paix à Tel Aviv, 1995

¹ Lettre de l'Emir Feisal à Felix Frankfurter, 3 Mars 1919. Reprise in The Israel-Arab Reader, 1969, p. 21. ² Cité dans Howard M. Sachar, A History of Israel, 18 2000, p. 453. ³ Résolutions de Khartoum, septembre 1967.

Les Accords d'Oslo, le plan 'Feuille de route', le retrait de la Bande de Gaza : 1993-2006

14 octobre 1994 : Le Prix Nobel de la paix est attribué au Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, au ministre des Affaires étrangères israélien Shimon Pères et au chef de l'OLP Yasser Arafat.

28 septembre 1995 : aux termes de l'Accord Oslo II ou Accord intérimaire israélo-palestinien, il est prévu qu'Israël se retire des centres de population palestiniens, désormais gouvernés par l'AP. La Cisjordanie et la bande de Gaza sont divisées en trois zones : A, B et C. Les zones A et B incluent les centres de population palestiniens. En décembre 1995, Israël devait compléter le désengagement des centres urbains. Les accords d'Oslo II appelaient également à la création d'une force de police palestinienne de 30 000 hommes pour contrôler les diverses factions militantes. Israël accepta de fournir des armes à cette nouvelle force de police. L'OLP accepta derechef de cesser les incitations, de modifier la Charte de l'OLP qui appelait toujours à la destruction d'Israël, et de garantir le respect des lieux saints juifs dans son territoire.

4 novembre 1995 : Le Premier ministre Yitzhak Rabin est assassiné par un extrémiste israélien refusant toute concession aux Palestiniens, et Shimon Pères devient Premier ministre.

Mars 1997 : De violentes manifestations éclatent à Hébron et Bethléem lorsque Israël entame la construction du nouveau quartier juif de Har Homa, dans Jérusalem-sud, qui selon les allégations palestiniennes, aurait dû faire partie de leur futur Etat.

23 octobre 1998 : Le Mémoire de Wye River vise à clarifier les obligations de chaque partie et à aborder les violations palestiniennes des accords précédents sur la cessation des incitations, la modification de la Charte de l'OLP et le démantèlement des groupes terroristes. Des retraits israéliens ultérieurs sont liés au respect de ces obligations de la part des Palestiniens.

11-25 juillet 2000 : Négociations de Camp David pour résoudre les problèmes du statut final. Le président Bill Clinton fait office de médiateur. Le Premier ministre israélien Ehud Barak offre 95 % d'une Cisjordanie contiguë, 100 % de la Bande de Gaza, une capitale dans Jérusalem-est, l'enlèvement des communautés juives de ces régions et 30 milliards de dollars pour contribuer à réinstaller les réfugiés palestiniens. Les Palestiniens repoussèrent ces offres. Les responsables de l'OLP devaient alléguer par la suite que l'offre de Barak ne leur aurait donné que des enclaves déconnectées les unes des autres. Les responsables israéliens et américains ont contesté ces allégations.

Les propositions finales faites aux Palestiniens « n'étaient pas une base des négociations... mais bien un toit... Alléguer qu'il s'agissait de cantons est totalement faux. Il existait une continuité territoriale ». —Dennis Ross, envoyé et négociateur américain³

28-30 septembre 2000 : De violentes émeutes éclatent, marquant le début de la Seconde Intifada ou Intifada d'Al Aqsa, une campagne de terrorisme palestinien, qui met effectivement fin au processus d'Oslo. Alors qu'à l'époque les Palestiniens alléguèrent que la visite d'Ariel Sharon à l'Esplanade du Temple déclencha les violences, des leaders palestiniens (entre autres Imhad Falouji, ministre palestinien des Communications) devaient publiquement admettre par la suite que cette Intifada avait été planifiée dès la fin des négociations de Camp David.⁴

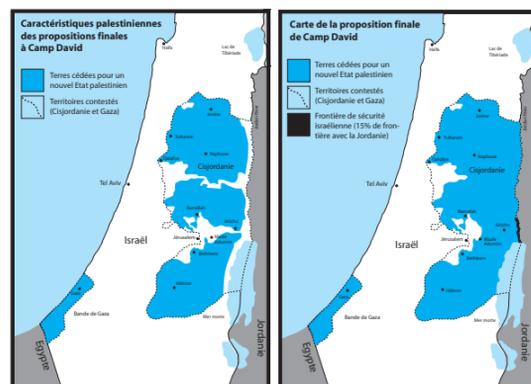
22-28 janvier 2001 : Conférence de Taba, où le Premier ministre Ehud Barak allait faire une nouvelle offre, incluant 97 % de la Cisjordanie. Une fois de plus, aucun accord n'est conclu. L'offre de Barak est résiliée, tandis que les élections israéliennes approchent et que les attaques terroristes contre Israël se multiplient.



Premier ministre Barak, président Clinton et chef de l'OLP Arafat à Camp David, 2000.

« Vous comprenez bien que nous planifions l'élimination de l'Etat d'Israël et l'établissement d'un Etat purement palestinien. Nous allons rendre la vie insupportable aux Juifs par une guerre psychologique et une explosion démographique... Je n'ai pas l'usage des Juifs : ils sont et resteront juifs. »

Yasser Arafat devant un public arabe à Stockholm, Suède, 30 janvier 1996²



Les leaders palestiniens alléguèrent que l'offre d'un Etat palestinien faite à Camp David avait été repoussée par eux comme étant un amas non viable de cantons (à gauche). Dennis Ross, envoyé américain au Proche-Orient et négociateur, affirme que la proposition israélienne à Camp David était dotée de contiguïté (droite). (Cartes figurant dans Dennis Ross, The Missing Peace, 2004).



Le président George Bush avec le Premier ministre Ariel Sharon

4 juin 2003 : au sommet d'Akaba, le plan 'Feuille de route' est officiellement avalisé par le Premier ministre israélien Ariel Sharon, le Premier ministre palestinien Mahmud Abbas, le roi de Jordanie Abdullah II et le président américain George Bush. Ce plan appelle les Palestiniens à mettre fin au terrorisme et aux incitations anti-israéliennes. Israël doit aider les Palestiniens à édifier leurs institutions et doit également 'geler' la construction des implantations. Le plan envisage la création d'un Etat palestinien en 2005. « Le Quatuor » : l'ONU, l'Union européenne, les Etats-Unis et la Russie doivent contrôler ce processus.

Avril 2004 : Plan de désengagement unilatéral. Inquiet de l'absence d'un partenaire de paix, le Premier ministre Sharon annonce qu'Israël se retirera unilatéralement des 20 % restant de la Bande de Gaza ainsi que d'une grande part de la Cisjordanie-nord, déracinant toutes les communautés juives qui y vivaient.

11 novembre 2004 : Mort de Yasser Arafat à Paris. Mahmud Abbas (Abu Mazen), ancien Premier ministre de l'AP et collègue d'Arafat, est élu président de l'OLP puis président de l'AP.

Août 2005 : Israël se retire unilatéralement des 20 % restants de la Bande de Gaza, qui était encore sous administration israélienne, ainsi que de la Cisjordanie-nord, déracinant les communautés israéliennes (inclus les morts des cimetières), comme annoncé en avril 2004.

Janvier 2006 : Ehud Olmert devient Premier ministre par intérim après l'attaque cérébrale d'Ariel Sharon. Hamas, groupe terroriste visant à détruire Israël selon les termes de sa Charte fondatrice, remporte la victoire au Parlement de l'AP.

Mars 2006 : Le parti Kadima remporte les élections en Israël.

Juillet-août 2006 : Guerre du Hezbollah

Juin 2007 : Le Hamas lance un violent coup d'Etat, séparant l'AP entre Gaza, contrôlée par le Hamas, et la Cisjordanie, contrôlée par l'AP.

Décembre 2008-janvier 2009 : Opération 'Plomb durci' – guerre d'Israël contre le Hamas.

Principaux acteurs durant le processus de paix d'Oslo

	Etats-Unis	Israël	Palestiniens
1993	Président Bill Clinton, Dennis Ross, envoyé au Proche-Orient	Rabin, travailliste, Premier ministre Peres, ministre des Affaires étrangères	Arafat, chef OLP
1995	Président Bill Clinton, Dennis Ross, envoyé au Proche-Orient	Pères, travailliste, Premier ministre	Arafat, président AP
1996	Président Bill Clinton, Dennis Ross, envoyé au Proche-Orient	Netanyahu, Likud, Premier ministre	Arafat, président AP
1999	Président Bill Clinton, Dennis Ross, envoyé au Proche-Orient	Barak, travailliste, Premier ministre	Arafat, président AP
2001	Président George W. Bush, Dennis Ross, envoyé au Proche-Orient	Sharon, Likud, Premier ministre	Arafat, président AP
2004	Président George W. Bush	Sharon, Likud, Premier ministre	Abbas, chef OLP
2006	Président George W. Bush	Olmert, Kadima, Premier ministre	Abbas, président AP
2009	Président Barack Obama	Netanyahu, Likud, Ismaïl Haniyeh, leader du Hamas, Gaza	Abbas, président AP

Terrorisme depuis le début du processus de paix d'Oslo⁵

Au cours des cinq années suivant la signature des Accords d'Oslo, les groupes terroristes palestiniens opposés à une solution bi-étatique tuèrent 282 Israéliens, bien davantage que le nombre de tués (216) au cours des quinze années qui précédèrent les Accords. Malgré l'escalade du terrorisme et des incitations, Israël poursuivit son désengagement, jusqu'à ce que 98 % des Palestiniens se trouvent sous le gouvernement de l'AP. Au cours de la Seconde Intifada, Israël réoccupa par intermittence ces régions par des opérations défensives, quand cela était nécessaire aux objectifs sécuritaires. La violence ébranla les promesses centrales des Accords d'Oslo, selon lesquelles les divergences seraient résolues pacifiquement, et détruisit le processus de paix d'Oslo.

Date	Israéliens assassinés dans des attaques terroristes
Sept. 93-94	26
1994	73
1995	52
1996	87
1997	31
1998	13
1999	4
2000	Début seconde Intifada 47
2001	206
2002	452
2003	214
2004	117
2005	45
2006	32
2007	17
2008	38
2009	15

¹ Déclaration de Principes sur les dispositions intérimaires d'autonomie" 13 Septembre 1993. ² Cité dans "Arafat in Stockholm," Arutz-7, 27 Février 1996. ³ Interview avec Dennis Ross dans Fox News Sunday, 21 Avril 2002. ⁴ Lamia Lahud, "PA minister: Intifada planned since July," Jerusalem Post, 4 Mars 2001.

⁵ Statistiques tirées de "Fatalities in Palestinian Terror Attacks (1967-2005)," Jewish Virtual Library. 2007 données du "Intelligence and Terrorism Information Center," "Anti-Israel Terrorism in 2007 and its Trends in 2008: Overview," 5 Juin 2008; 2008-2009 données tirées de "Israel Security Agency," "Data and Trends in Palestinian Terrorism-2009 Summary," 15 Janvier 2010.



Intifada

« Mon message aux Juifs répugnants est qu'il n'y a d'autre Dieu que Allah. Nous vous pourchasserons en tout lieu ! Nous sommes une nation de buveurs de sang, et nous savons qu'aucun sang n'est meilleur que le sang des Juifs. Nous ne vous laisserons pas tant que nous n'aurons pas éteint notre soif avec votre sang, et la soif de nos enfants avec votre sang ».
—Emission du Hamas, février 2006⁶

28 septembre 2000-Aujourd'hui : le processus d'Oslo prit fin en septembre 2000, lorsque plusieurs groupes palestiniens extrémistes, avec l'appui de Yasser Arafat et de l'AP, lancèrent une guerre terroriste contre Israël ? ces groupes détournèrent le programme de paix des mains des simples Palestiniens et forcèrent Israël à se concentrer sur son autodéfense.

Le terrorisme, qui avait existé durant les années du processus d'Oslo, se transforma en une campagne organisée et systématique d'explosifs le long des routes, d'embuscades et de tirs. La tactique spécifique de l'Intifada, l'attentat suicide, fut la plus meurtrière, causant 47 % de toutes les pertes israéliennes. Les terroristes visaient des civils israéliens. Les kamikazes se faisaient sauter dans des restaurants, des boîtes de nuit, des synagogues, des fêtes de Bar mitzva et des autobus. Les tireurs tuaient des conducteurs sur les autoroutes. Les assaillants s'infiltraient dans des foyers et lançaient des roquettes dans des cours de récréation.

Au cours des négociations d'Oslo, Yasser Arafat, l'OLP et l'AP (l'Autorité palestinienne) s'étaient engagés à désarmer les groupes terroristes. Bien au contraire, ils continuèrent à armer les terroristes, à provoquer des incitations et à fournir aux terroristes un soutien financier et idéologique, dans l'espoir de soutirer à Israël des concessions supplémentaires.

L'AP glorifia officiellement les kamikazes comme des martyrs héroïques et autorisa, dans les médias, les écoles et les mosquées, des incitations publiques à attaquer Israël et les Israéliens. De nombreux responsables sécuritaires de l'AP étaient en même temps des agents terroristes. En janvier 2006, le Premier ministre Mahmud Abbas annonçait qu'il poursuivrait la politique de l'AP consistant à payer des allocations annuelles aux familles des kamikazes.³ Le même mois, un groupe radical islamique, le Hamas, remportait les élections dans l'AP.

« Quiconque croit que l'Intifada a éclaté en raison de la visite méprisable de Sharon à la mosquée d'al-Aqsa se trompe. Cette Intifada avait été planifiée d'avance, avant même le retour du président Arafat des négociations de Camp David, où il a renversé la table de négociations sur le président Clinton. »

—Imad Falouji, ministre des Communications de l'AP, 3 mars 2001¹

Terrorisme contre Israël 28 septembre 2000-31 décembre 2005²

25 770 attaques terroristes
147 attentats suicides (causant 47 % du nombre total des morts)
1 084 tués
7454 blessés
82 % des morts et des blessés étaient des civils (2000-2004)

Terrorisme palestinien : organisations terroristes en guerre contre Israël

Les terroristes proviennent d'un vaste réseau de groupes armés palestiniens. Certains sont directement liés à l'OLP, qui reste une force de l'AP. La plupart des responsables de l'AP appartiennent à l'OLP ou au Hamas. Certains groupes, comme le Hamas, sont constitués d'Islamistes radicaux, tandis que d'autres, comme le FPLP, sont non religieux. Immédiatement après le retrait israélien de Gaza, en automne 2005, al-Qaïda et les agents du Hezbollah créèrent des cellules à Gaza. Même si ces groupes rivalisaient souvent les uns avec les autres, ils collaboraient aussi fréquemment. Ils recevaient tous des encouragements, un soutien financier, des armes et, dans certains cas, des directives d'Etats arabes ou d'autres pays, qui leur offraient en outre un asile sûr. L'Iran a par exemple alloué au Hamas et au Hezbollah des millions de dollars par an ; Khaled Mashal vit à Damas, en Syrie ; enfin, le Hamas et le Hezbollah signèrent en 2004 un accord pour intensifier leurs attaques contre Israël.⁴

HAMAS (MOUVEMENT DE RÉSISTANCE ISLAMIQUE)⁵

Fondation:	1967. remporte les élections parlementaires en janvier 2005
Fondateur/Leaders:	Sheikh Ahmed Yassin (1987-2004); Khaled Mashal (2004-aujourd'hui)
Localisation:	Cisjordanie et Gaza; d'autres dirigeants se trouvent également en Syrie, au Liban, en Iran.
Idéologie:	Frères musulmans islamistes. Opposés à l'OLP. « Israël existera jusqu'à ce que l'Islam l'annihile. Aucune solution au problème palestinien si ce n'est pas le Djihad (guerre sainte) » Charte du Hamas
Opérations:	Tirs, attentats à la bombe, lancers de roquettes, attentats-suicides 773 attaques terroristes uniquement en 2003 et 2004 41 attentats-suicides à la bombe (1993-2000) 58 attentats-suicides à la bombe (2000-2005) 377 Israéliens tués, 2 076 blessés (9/04-4/04) 29 kamikazes découverts et arrêtés (2005) 40 % de tous les attentats-suicides à la bombe (2000-2005)
Notes:	Agent majeur dans la guerre terroriste contre Israël. A perpétré 40 % des attentats-suicides. Contrôle Gaza. A redirigé ses efforts stratégiques vers les attaques à la roquette et à la bombe. Rapports étroits avec la Syrie, l'Iran et le Liban. Financé par des groupes en Arabie saoudite, dans les Etats du Golfe, en Europe de l'ouest, ainsi que par le Hezbollah et autres. Figure sur la liste des organisations terroristes du Département d'Etat américain.



« Nous pouvons perdre ou gagner (au plan tactique), mais notre regard continuera à se tourner vers l'objectif stratégique, autrement dit, vers la Palestine du fleuve à la mer (euphémisme pour la totalité d'Israël). Tout ce que nous obtiendrons ne nous fera pas oublier cette vérité suprême. »

—Faisal Hussein, représentant de l'OLP à Jérusalem et ministre de l'AP, avril 2001⁷

OLP (Organisation de Libération de la Palestine)⁸

Fondation:	1964
Fondateur/Leaders:	Ahmed Shukairy, né en Egypte. Soutenu par le président égyptien Gamal Nasser. Yasser Arafat, président de l'OLP de 1959 à 2004. Mahmud Abbas (Abu Mazen), cofondateur de l'OLP. Fait office de président de l'OLP de 2005 à aujourd'hui.
Idéologie:	Nationaliste arabe non religieux. « la lutte armée est la seule voie vers la libération de la Palestine. La partition de la Palestine en 1947 et la création de l'Etat d'Israël est totalement illégale, quel que soit le temps écoulé. Les revendications de liens historiques ou religieux des Juifs avec la Palestine sont incompatibles avec les faits historiques ». Charte de l'OLP, 1960
Opérations:	Détournements d'avion, prise d'otages, bombes, assassinats. 1968-1982 : Vise des cibles civiles et Juives et mène des opérations contre le Liban, la Jordanie et les Etats Unis. Pour avoir tenté de renverser le roi Hussein de Jordanie, l'OLP est écrasée par les soldats de Hussein en septembre 1970.
Notes:	Fondée comme organisation regroupant les groupes nationalistes palestiniens. 1974 : L'ONU reconnaît l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien 1993 : L'OLP signe les Accords de paix d'Oslo et déclare reconnaître officiellement Israël. Devient un parti politique majeur dans l'AP. 1996 : L'OLP vote un amendement de sa Charte pour éliminer les clauses qui appelaient à la destruction d'Israël. Dans les documents publics, cette Charte reste inchangée, par exemple dans ceux de 2007. Accusée par la communauté internationale de corruption intense et de détournement de l'aide internationale au cours de ses années à la tête de l'AP.



Fatah (Mouvement pour la libération nationale de la Palestine) Bras armés du Fatah ; Tanzim et Brigades des martyrs d'al-Aqsa

Fondation:	1959
Fondateur/Leaders:	Yasser Arafat, né en Egypte, Mahmud Abbas (Abu Mazen) et d'autres.
Idéologie:	Groupe révolutionnaire nationaliste de libération. S'empare de l'OLP en 1968 et en reste la plus large faction.
Bras armés:	Tanzim, fondé en 1983, branche militaire et opérationnelle du Fatah. Marwan Barghouti, leader du Tanzim en Cisjordanie, purge actuellement dans les prisons israéliennes une peine de cinq condamnations à perpétuité. Les Brigades des Martyrs d'al Aqsa : fondées en 2000 après l'éruption de la Seconde Intifada. La plupart des agents du Fatah sont actifs dans les Brigades des Martyrs d'al-Aqsa.
Opérations:	Guérilla, tirs, bombes, roquettes et attentats-suicides (214 attaques terroristes dans les seules années 2003 et 2004). 33 attentats -suicides (2000-2005). Première kamikaze femme (27/1/02). Cinq envois de kamikazes femmes (2002-2005). 47 tentatives d'attentats-suicides déjouées (2005).
Notes:	Le Fatah possède plusieurs milices, entre autre la Force 16. Au milieu de la Seconde Intifada, les milices du Fatah initièrent des attaques terroristes en coordination avec des groupes terroristes islamistes radicaux.



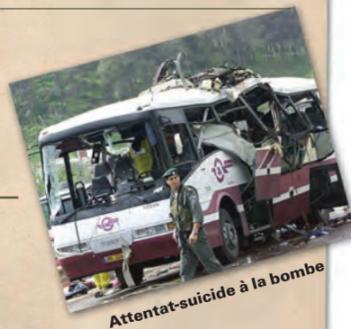


Intifada

« Personne ne demande pourquoi Hitler a puni les Juifs... Hitler a-t-il attaqué les Juifs, ou bien leur crime méritait pire encore ? » —Journal gouvernemental égyptien, 27 mai 2001¹²

DJIHAD ISLAMIQUE PALESTINIEN (DIP)¹⁰

Fondation:	1979
Fondateur/Leaders:	Fathi Abd al-Aziz al-Shqaqi (1979-1995) Sheikh Abd al-Aziz Odah, Dr Ramadan Shalah
Localisation:	Cisjordanie et Gaza. Soutenu par l'Iran et la Syrie.
Idéologie:	Nationaliste islamique radical. Vise à la création d'un Etat islamique palestinien et à la destruction d'Israël par une guerre sainte. Opposé aux gouvernements arabes pro-occidentaux. Rapport de la BBC
Opérations:	Tirs, bombes, roquettes et attentats-suicides. 1000 attaques terroristes (2000-2004) 950 Israéliens blessés, 150 tués 39 attentats-suicides (2000-2005) Bataille de Jenine, 2002. La plaque tournante du Jihad islamique fut Jenine, « capitale du suicide ». 59 kamikazes découverts et arrêtés (2005).
Notes:	Un groupe dont l'importance va croissant. Il recrute ses membres dans les mosquées et les universités. Il s'oppose au 'hudnas' (cessez-le-feu) et aux trêves des opérations terroristes, comme celle qui avait été négociée de février 2005 au 1er janvier 2006.



Attentat-suicide à la bombe

HEZBOLLAH (PARTI DE DIEU)

Fondation:	1962.
Fondateur/Leaders:	Gardes révolutionnaires iraniens ; mentor spirituel : Sheikh Muhammed Hussein Fadlallah ; secrétaire-général Sheikh Abbas al-Musawi, 1991-1992 ; Sheikh Hassan Rasrallah 1992-jusqu'à aujourd'hui.
Localisation:	Sud-Liban. Créé par l'Iran.
Idéologie:	groupe terroriste fondamentaliste islamique Shia/parti politique libanais. Ses objectifs : instaurer un Etat islamique à travers le monde arabe tout entier, éliminer Israël et combattre 'l'impérialisme occidental'.
Opérations:	Tirs, attaques de roquettes, bombes, kidnappings, attentats-suicides. 241 Marines américaines tués par des kamikazes au volant d'un camion. Bombardement de baraquements de la Marine américain et de l'ambassade américaine, Beyrouth, 1983. Décapitation de William Buckley, chef de la CIA, à Beyrouth en 1985. 29 morts dans un attentat contre l'ambassade israélienne de Buenos Aires, 1992. 95 tués dans un attentat contre le Centre culturel juif de Buenos Aires, 1994. 813 attaques terroristes, 1990-1995. 5 gardes-frontière israéliens kidnappés et assassinés en 2000. 183 attaques terroristes (2000-2004). A initié une guerre au-delà d'une frontière israélienne internationalement reconnue avec le kidnapping de deux soldats israéliens et la mort de huit autres, tout en bombardant les villes israéliennes du nord et du sud, 2006 (cf. davantage d'informations sur la Guerre du Hezbollah pages 23-31).
Notes:	Cette organisation, qui n'est pas palestinienne, soutient intensivement les groupes terroristes palestiniens. Elle a créé des cellules en Cisjordanie et à Gaza. Initie des attaques incessantes par la frontière israélo-libanaise. Elle opère actuellement aux caraïbes et en Amérique centrale, ainsi qu'en Amérique du nord et du sud. Elle figure sur la liste des organisations terroristes du Département d'Etat américain.



Katyusha lancée à partir du Sud-Liban

Groupes terroristes moins importants

GROUPES SCISSIIONNISTES : FPLP-CG (FRONT POPULAIRE DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE-COMMANDEMENT GÉNÉRAL) FDLP (FRONT DÉMOCRATIQUE DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE)

Fondation:	1967
Fondateur/Leaders:	George Habash (1971-2000) ; Ahmad Sadat (2001-jusqu'aujourd'hui)
Localisation:	Cisjordanie, Gaza, Syrie, Liban
Idéologie:	Marxiste-léniniste, nationalisme révolutionnaire par une insurrection armée. Refuse de reconnaître Israël. Rompt avec l'OLP en 1974 en raison de sa 'stratégie des stades' ('libérer' la Palestine en plusieurs stades plutôt qu'en une seule guerre), mais devait par la suite rejoindre cette organisation.
Opérations:	Attaques médiatisées dans les années 70, comme détournements d'avion, tirs, attaques à la bombe et attentats-suicides. Assassinat du ministre israélien du Tourisme Rechavam Zeevi, octobre 2001. 8 attentats-suicides (2000-2005) 14 kamikazes découverts et arrêtés (2005).
Notes:	Groupes importants dans les années 70 et 80, mais le FPLP et les groupes affiliés sont réduits et considérés aujourd'hui comme des éléments de peu d'importance.



Lit d'un enfant assassiné par un terroriste

D'autres groupes terroristes ne figurant pas ici posent de sérieuses menaces aux civils israéliens.



Attentats-suicide à la bombe, gare centrale d'autobus de Tel-Aviv, 2006.



Un kamikaze palestinien fait sauter un autobus israélien, le 5 mars 2003. 17 personnes sont tuées, 53 blessées.

¹ Cité dans Lamia Lahoud, "PA Minister: Intifada planned since July," Jerusalem Post, 4 Mars 2001. ²Intelligence and Terrorism Information Center, "Palestinian Terrorism in 2005," 31 Décembre, 2005. ³Jonathan D. Halevi, "Abbas Approves PA Assistance to Families of Suicide Bombers," News First Class, 5 Décembre 2005. ⁴Terrorist Group Profile for Hizballah, Country Reports on Terrorism, 2004. United States Department of State, Avril 2005; Intelligence and Terrorism Information Center, "Special Information Bulletin," 4 Avril, 2005. ⁵"Hamas" à la Jewish Virtual Library; Intelligence and Terrorism Information Center, "Suicide Bombing terrorism during the current Israeli-Palestinian confrontation," 1er Janvier 2006; Ministère des Affaires étrangères "2005 Terrorism Review," 2 Janvier 2006. ⁶Itamar Marcus et Barbara Crook, "Hamas Video: We will drink the blood of the Jews," Palestinian Media Watch Bulletin, 14 Février 2006. ⁷ Cité dans la revue libanaise Al-Safir, 21 Mars 2001. ⁸"PLO" au Jewish Virtual Library; CAMERA, "Yasir Arafat's Timeline of Terror," 13 Novembre 2004 à CAMERA; Barry Rubin and Judith Colp Rubin, Yasir Arafat: A Political Biography, 2003. ⁹"Fatah's Political Program" à Jewish Virtual Library; Institute for Counter-Terrorism (ICT), "Fatah Tanzim," website de l' ICT (www.ict.org.il); Intelligence and Terrorism Information Center, "Suicide Bombing," op. cit.; Ministère des Affaires étrangères, "2005 Terrorism Review," op. cit. ¹⁰"Palestinian Islamic Jihad" à Jewish Virtual Library; Intelligence and Terrorism Information Center, "Special Information Bulletin," 28 Février 2005; Intelligence and Terrorism Information Center, "Suicide Bombing," op. cit.; Ministère des Affaires étrangères, "2005 Terrorism Review," op. cit.; http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/1005081.stm. ¹¹ICT, "Hezbollah," website de l' ICT; Intelligence and Terrorism Information Center, "Background Information about Hezbollah..." 13 Juillet 2006; Département d'Etat américain, "Background Information on Foreign Terrorist Organizations," Ministère des Affaires étrangères, "Terrorism from Lebanon-Hezbollah," 29 Janvier 2004. ¹²Mahmoud Muhammad Khadr, "In Defence of Hitler," Al-Akhbar, 27 Mai 2001. ¹³"FPLP" à Jewish Virtual Library; Institute for Counter-Terrorism (ICT), "Popular Front for the Liberation of Palestine," website de l' ICT; Intelligence and Terrorism Information Center, "Suicide Bombing," op. cit.; Ministère des Affaires étrangères, "2005 Terrorism Review," op. cit.

Autodéfense d'Israël

Israël a subi des attaques incessantes depuis sa renaissance en 1948, et a appris à préserver ses valeurs humanitaires tout en protégeant ses citoyens.

La longue histoire du terrorisme anti-israélien a force Israël à développer des stratégies antiterroristes innovantes. Israël est reconnu aujourd'hui comme un spécialiste mondial dans ce domaine, et ses stratégies ont servi de modèles à d'autres démocraties souhaitant adhérer aux normes humanitaires, tout en affrontant des terroristes opérant au sein d'une population civile. En réplique aux guerres et au terrorisme sévissant depuis l'an 2000, Israël a cherché les moyens de défendre ses citoyens tout en protégeant les vies des Palestiniens et des Libanais innocents, victimes de ceux qui veulent détruire Israël.

Renseignements

L'arme la plus efficace et la plus importante d'Israël est celle des Renseignements, qui lui permet de surveiller et de prévenir les attaques contre ses citoyens.

Mesures de prévention

Pour neutraliser les terroristes, Israël a choisi de ne pas utiliser l'intégralité de sa puissance militaire, afin de limiter les pertes de vies palestiniennes innocentes. Une des stratégies employées consistait à empêcher l'accès des terroristes aux grands centres urbains israéliens. Il n'existe pas de barrière naturelle entre Israël et la Cisjordanie. Des barrières avaient été érigées par les Jordaniens lorsque ceux-ci occupaient la Cisjordanie, mais Israël les retira en prenant le contrôle de cette région après la guerre des Six-jours. Au cours des 33 années suivantes, la circulation fut plus libre entre les deux régions. Néanmoins, cette liberté de circulation prit fin lorsque des campagnes de terrorisme éclatèrent en l'an 2000. Israël dut empêcher les terroristes de pénétrer dans les communautés israéliennes pour y massacrer hommes, femmes et enfants.



Seule une portion de 3 % à peu près de la barrière de sécurité est constituée d'un mur qui protège contre les tirs.



Un terroriste armé déguisé en femme est arrêté par les forces israéliennes.

Israël utilisa plusieurs stratégies préventives :

Points de contrôle	Voies de contournement	Barrière de sécurité
<p><i>Tous les points de contrôle sont provisoires, légaux et font partie des mesures agréées de part et d'autre par les Accords d'Oslo. Les inconvénients qu'ils provoquaient ont été progressivement surmontés pour faciliter la circulation des Palestiniens.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Points de contrôle dans l'Israël d'avant 1967. Tous les Israéliens et non Israéliens doivent passer par des détecteurs de métal et se soumettre à d'éventuelles fouilles corporelles lorsqu'ils pénètrent dans un lieu public : centres commerciaux, gares routières, musées, clubs, cafés, hôtels, sites religieux etc.. • Points de contrôle aux passages de frontières : En septembre 2005¹, il existait 20 points de contrôle entre Israël et les territoires. Ils régulaient l'entrée depuis la Cisjordanie vers Israël et ils étaient identiques aux points de contrôle que les autres pays érigent à leurs frontières avec les pays voisins. • Points de contrôle et barrières à l'intérieur de la Cisjordanie. Ces points de contrôle visent à contrôler les mouvements des terroristes et se trouvent autour de cités connues comme étant des centres terroristes, comme Naplouse par exemple. Au fur et à mesure de la construction de la barrière, Israël réduisit de 25 à 12 le nombre de points de contrôle en Cisjordanie, et de 87 à 66² le nombre des barrières. • Point de contrôle d'urgence et zone de points de contrôle. En septembre 2005, alors que la construction du mur progressait, Israël fut en mesure de réduire le nombre des points de contrôle et des barrières en Cisjordanie. Ces points de contrôle d'urgence sont placés lors d'alertes d'urgence, puis rapidement démantelés.³ 	<p><i>Ces voies de contournement ont fait l'objet d'un accord dans le cadre des Accords d'Oslo.</i></p> <p>Israël a construit dans les Territoires des autoroutes contournant les centres urbains fortement peuplés, selon les termes des Accords d'Oslo. Les routes étaient librement utilisées tant par les Palestiniens que par les Israéliens, jusqu'au début de l'Intifada en l'an 2000. Puis, afin de réduire le nombre de victimes d'attaques et de tirs à partir du bord des routes, Israël réserva certaines voies aux seuls citoyens israéliens de toutes religions : musulmans, chrétiens, juifs, druzes et autres. En septembre 2005, ces routes étaient au nombre de 45. ⁴ Parallèlement, les Israéliens n'avaient pas le droit d'emprunter des routes réservées exclusivement aux Palestiniens, comme l'ancienne route Bethléem-Hébron, afin de réduire le risque d'attaques contre les Israéliens.</p>	<p><i>Israël entama la construction de la barrière en 2002 seulement, lorsque le terrorisme atteignit des pics sans précédent. En dépit des multiples protestations contre cette barrière, celle-ci est identique aux barrières édifiées sur des frontières pour de multiples raisons, comme par exemple celles entre les Etats-Unis et le Mexique, l'Inde et le Pakistan (Cachemire), l'Espagne et le Maroc, la Corée du sud et la Corée du nord. La barrière de sécurité israélienne sauve des vies humaines.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Depuis le début de la construction de cette barrière, en 2002, le nombre d'attaques terroristes a chuté de plus de 90 %. • Une portion de 97 % de la barrière est constituée de chaînes et seule une portion de 3% (soit une quinzaine de kilomètres) est constituée par un mur de béton, édifié pour empêcher les tirs fréquents dans certains secteurs. • Seuls 5 à 8 % de la Cisjordanie et 3/10 de 1 % des Palestiniens seront situés côté israélien de la barrière.⁵ • Les Palestiniens peuvent soumettre leurs plaintes à ce sujet à la Cour suprême israélienne, qui a statué dans plusieurs cas en faveur des Palestiniens, initiant ainsi un nouveau tracé de la barrière ⁶.

Autodéfense



Ruines d'un restaurant détruit par un attentat-suicide.



50 tonnes d'armes illégales saisies par Israël à bord du navire palestinien Karine A.



Les terroristes ont introduits des terroristes et des bombes en Israël en les dissimulant à bord d'ambulances.



Des rouettes sont fréquemment tirées contre Israël à partir des zones palestiniennes et du Liban.



Les principes guidant la stratégie israélienne sont :

Humanitaires

- Sauvegarder la vie des citoyens israéliens
- Protéger les vies et le bien-être des Palestiniens innocents
- Respecter les droits civiques et humanitaires, sous la supervision de la Cour suprême pour les points contestés

Défensifs

- Stopper les terroristes et démanteler leurs infrastructures
- Empêcher le succès des missions terroristes
- Démanteler les leaders terroristes et leurs militants

Valeurs humanitaires



Tombes fraîchement creusées pour les victimes d'un attentat-suicide



Les militants palestiniens se servent souvent de femmes et d'enfants comme boucliers humains lors d'attaques



Les soldats israéliens ont découvert de nombreux tunnels utilisés pour introduire des armes et des terroristes.



Israël a édifié une barrière le long de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, afin d'empêcher l'infiltration des terroristes.



Les points de contrôle israéliens visent à empêcher les terroristes de frapper des cibles israéliennes civiles.

Opérations spéciales : attaques de précision

Lorsque l'AP ne pouvait ou ne voulait pas démanteler les groupes terroristes, Israël se voyait forcé d'adopter des mesures de défense actives pour neutraliser les terroristes, leurs infrastructures et leurs tunnels d'infiltration. Son principe directeur était alors de frapper uniquement les terroristes et d'épargner la population civile, même si ce n'était pas toujours réalisable.

Frappes aériennes	Raids terrestres	Attaques ciblées	Démolition de maisons
Israël s'efforce de limiter les frappes aériennes car les terroristes s'entourent souvent de civils. En outre, Israël utilise des frappes aériennes contrôlées et limitées pour détruire des cibles militaires comme les centres terroristes, les bases d'entraînement terroristes et les dépôts de munitions. Dans ces nombreux cas, au lieu de se servir de ses capacités de frappe aérienne, Israël envoie des soldats pour démanteler des bases terroristes, afin d'éviter de toucher des civils innocents. En 2002, Israël a envoyé des troupes à Jénine, la 'capitale du terrorisme', alors que des bombardements aériens auraient évité la mort de soldats israéliens.	23 soldats israéliens trouvèrent ainsi la mort et 75 furent blessés dans les rues et les maisons de Jénine. Malgré les nombreux jours de combat, le rapport de l'ONU fait état de seulement 52 morts palestiniens. 73 % d'entre eux étaient des combattants armés, ce qui dément les chiffres énormes de pertes avancés initialement dans toutes sortes de médias. ⁷ (on a même allégué un massacre) Aux termes des lois de la guerre, Israël a tenté d'empêcher de futures attaques, grâce à des opérations ponctuelles contre les concepteurs et les instigateurs des groupes terroristes. La neutralisation de ces leaders contribue à déstabiliser les organisations terroristes et à saper leur moral.	Après avoir frappé les leaders du Hamas grâce à de telles opérations précises, les membres subalternes du Hamas durent se cacher, ce qui lésa considérablement leur capacité à organiser des attaques. ⁸ Il a pu se trouver que ces opérations ponctuelles aient provoqué des pertes civiles, même d'enfants, en partie à cause du fait que les terroristes utilisaient des civils comme boucliers humains, une pratique qu'Amnesty International dénonçait dans ses rapports de 2002.	En août 2002, à la suite de multiples attentats-suicides, le gouvernement israélien approuva la démolition des maisons des terroristes, dans certains cas extrêmes, afin d'éviter de futures attaques et de détruire les arsenaux d'armes. Néanmoins, en février 2005, Tsahal annonçait que cette pratique cesserait, à moins d'un changement radical de circonstances. Lorsque Tsahal a démoli des maisons de terroristes, ce fut après une mise en garde préalable, afin que nul ne soit touché physiquement au cours de cette démolition. Israël a également démoli des maisons de Gaza qui dissimulaient des tunnels d'infiltration d'armes, tunnels appelés 'artères de la terreur'. Presque une centaine de ces tunnels furent découverts entre 2000 et septembre 2005. Malgré la mise en œuvre de ces mesures d'urgence, la plupart de ces ordres de démolition peuvent faire l'objet d'un appel devant la Cour suprême, qui peut stopper ces destructions ou proposer une compensation, si elle tranche en faveur des plaignants. ⁹

La bataille de Jénine

Mettre en danger des soldats israéliens pour protéger des civils palestiniens

«Si les Israéliens l'avaient voulu, ils auraient facilement pu marteler le camp (Jénine) mais ils choisirent la voie la plus difficile, maison par maison – en partie pour éviter des morts de civils palestiniens. Il y a-t-il eu des pertes civiles ? Presque sûrement. Mais il existe tout un monde de différence entre viser délibérément des civils et des pertes collatérales involontaires hautement probables à Jénine, où les terroristes se cachaient délibérément parmi les civils » Joseph R. Biden, Sénateur (Delaware) 6 mai 2002 ¹²

«Au cours des combats, l'armée israélienne a régulièrement accepté de faire courir des risques à ses propres soldats, afin de réduire les risques courus par la population civile. Le contraste avec la façon dont les Russes ont combattu en Tchétchénie, pour prendre un exemple récent en matière de guérilla de grande envergure, est frappant, et le signe le plus éclatant de ce contraste est fourni par le très petit nombre de pertes civiles dans les villes palestiniennes, malgré l'âpreté des combats.» Professeur Michael Walzer, Université de Princeton, 2002 ¹¹

«(Voir l'infanterie israélienne), c'était comme recevoir un prix. Je ne pouvais y croire, lorsque j'ai vu les soldats. Les Israéliens savaient que chaque soldat qui pénétrait dans le camp allait être tué. J'attendais un moment comme celui-là depuis des années... Ce fut un combat très dur. Nous avons combattu de tout près, parfois à quelques mètres de distance, parfois même à l'intérieur d'une même maison. »

Thabet Mardawi, leader terroriste du Djihad islamiste, fait prisonnier par les soldats israéliens à la bataille de Jénine ¹²



Thabet Mardawi



Abri souterrain dans une cour de récréation de Sderot, pour la protection des enfants contre les tirs incessants de roquettes à partir de Gaza.



Policier israélien dans la Vieille Ville

The Sunday Times
7 mai 2006

Israël déjoue un complot palestinien visant à assassiner le président palestinien ¹⁶

Les Renseignements israéliens ont découvert l'existence d'un complot visant à assassiner le président palestinien Mahmud Abbas, complot relaté dans le Sunday Times de Londres.

Mesures légales et punitives : emprisonnement et expulsion

Emprisonnement et expulsion : Israël n'applique pas la peine de mort, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels, comme pour le criminel nazi Adolf Eichmann. Les peines les plus sévères sont l'emprisonnement et l'expulsion, s'appliquant à ceux qui sont directement impliqués dans l'exécution, l'organisation et le soutien à des activités terroristes.

Défense civile en Israël

Outre les contrôles de sécurité dans tous les lieux publics, Israël a instauré des règlements sécuritaires pour protéger ses citoyens contre des attaques terroristes.

Toutes les maisons et les usines doivent posséder des abris contre les bombes. Les abris sont en béton renforcé. Des gardes sont présents à bord de tous les autobus ainsi qu'à l'entrée des lieux publics. Des sirènes doivent prévenir du tir de roquettes, et les citoyens possèdent des masques à gaz.

Gardes parentales : les parents ont l'obligation de monter la garde aux portes des écoles de leurs enfants, pour prévenir d'éventuelles attaques terroristes. ¹³ Les parents montent la garde à tour de rôle.

Protection des écoles : Lorsque les terroristes palestiniens attaquèrent une école à Maalot en 1974, assassinant 25 enseignants et élèves et en blessant 66, Israël vota une loi spéciale de défense civile pour renforcer la protection de toutes les écoles. Ce règlement appelle enseignants, parents et/ou agents de sécurité à s'entraîner pour former une garde armée et pour inspecter chaque matin le périmètre des écoles à la recherche d'explosifs. Toutes les institutions scolaires, de l'école maternelle aux lycées, doivent posséder des barrières de sécurité avec systèmes d'alarme. ¹⁴

Mesure du succès des opérations défensives israéliennes ¹⁵

- Les attentats suicides à la bombe sont tombés de 60 en 2002 à 4 en 2006.
- Le pourcentage de tentatives d'attentats suicides déjouées avec succès est passé de 36 % en 2001 à 95 % en 2006.
- Le total des pertes israéliennes a diminué de 93 %, passant de 451 en 2002 à 32 en 2006.
- Le total des blessés israéliens est passé de 2309 en 2002 à 332 en 2006.
- Le nombre total des attaques est passé de 5301 en 2002 à 2135 en 2006. Le nombre d'alertes terroristes est passé de 40 par jour en 2002 à moins de 5 par jour en 2005.
- Le nombre de pertes palestiniennes lors d'opérations militaires israéliennes a baissé de 77 %, et le nombre des blessés a diminué de 75 % entre 2004 et 2005.

L'Avenir

Les guerres provoquent difficultés et souffrances. Chaque Israélien, chaque Palestinien a été personnellement affecté par les campagnes de terreur. Les préoccupations sécuritaires israéliennes ont induit des initiatives contre-terroristes lézant des Palestiniens et des Israéliens innocents. L'un et l'autre peuple rêve d'un avenir où les incitations, le terrorisme et les opérations militaires appartiendront au passé.

¹B'Tselem, "Statistics on checkpoints and roadblocks," 25 Septembre 2006. B'Tselem website. ²Efraim Karsh, "European Misreading of the Israeli-Palestinian Conflict," Jerusalem Issue Brief, 12 Juillet 2005; Amos Harel and Avi Issacharoff, "Israel removes roadblocks across the West Bank," Haaretz, 24 Juin 2009. ³Don Morris, "Understanding Israeli Checkpoints," 23 Janvier 2005. ⁴B'Tselem, op. cit. ⁵David Makovsky and Anna Hartman, "Israel's Newly Approved Security Fence Route: Geography and Demography," The Washington Institute, 3 Mars 2005. ⁶Summary of High Court of Justice Ruling on the Fence Surrounding Alfei Menashe, Ministère des Affaires étrangères, 15 Septembre 2005. ⁷Martin Sieff, "Documenting the Myth—Jenin—Part I," UPI, 20 Mai 2002; "Why Europeans Bought the Myth—Jenin—Part II," UPI, 21 Mai 2002; "How Europe's Media Lost Out—Jenin—Part III," UPI, 22 Mai 2002. ⁸Henry Chu, "Hamas Leaders Keep Low Profile," Los Angeles Times, 9 Octobre, 2003; Brett Stephens, "The Fear Factor," Wall Street Journal, 23 Mars 2004. ⁹MFA, "Weapon Smuggling Tunnels in Rafah—Operation Rainbow," 14 Mai 2004; Tsahal, "Decision of Defence Minister and Chief of Staff to Change Policy of demolition of terrorists' houses," IDF Website News, 17 Février 2005. ¹⁰Senator Joseph R. Biden, "Floor Statement: The Jenin Investigation," 1 Mai 2002. ¹¹Michael Walzer, "The Four Wars of Israel/Palestine," Dissent, Fall 2002. ¹²Quoted in "Palestinian fighter describes 'hard fight' in Jenin," CNN, 23 Avril 2002. ¹³Boaz Ganor, "Israel Counter-Terrorist Activity," Institute for Counter-Terrorism. ¹⁴Israeli Ministry of Police, "Effective National and International Action against Terrorism: The Israeli Experience," 1995 Report; Eli E. Hertz, "Who is Humiliating Whom?," Middle East Facts, 13 Juillet 2004. ¹⁵Terrorism data from 2002 to 2005 compiled from MFA, "2003 Terrorism Review," "Four Years of Conflict: Israel's War against Terrorism," 3 Octobre 2004; "Summary of Terrorist Activity 2004," IDF website statistics; Israeli Security Agency, "2009 Annual Summary: Data and Trends in Palestinian Terrorism," ¹⁶Uzi Mahnaimi, "Israel foils plot to kill Palestinian president," The Sunday Times, 07 Mai, 2006

un petit pays



Grandes idées apprécié par le monde

Même si Israël se voit forcé, pour sa survie, d'affronter le terrorisme et la guerre, le pays s'est tourné vers la vie, l'espoir, l'édification d'une société équitable et diverses contributions au bien-être de l'humanité.

« N'oubliez pas quelle part (les Juifs) ont joué dans le développement intellectuel, artistique, philosophique et scientifique de l'humanité... Ils ont pesé de tout leur poids sur les progrès scientifiques, intellectuels et artistiques, et continuent de la faire jusqu'à ce jour. On les trouve... dans chaque centre d'études ; et au moment même où ils étaient persécutés... leurs philosophes développaient des concepts que les Docteurs de l'Eglise introduisaient dans leurs systèmes religieux. Il en fut ainsi au Moyen-Age, aux temps anciens, et il en va de même aujourd'hui. » Lord Alfred Balfour, 1922²

Le jeune Etat d'Israël a affronté d'incroyables défis. Entouré d'ennemis, pauvres en ressources naturelles, souvent boycotté et intégrant sans relâche des réfugiés sans ressources venus des quatre coins du monde, Israël a pourtant réussi à transformer ces obstacles en force, depuis la mise au point de techniques révolutionnaires pour l'agriculture du désert, jusqu'au leadership dans le domaine du développement économique.¹

En investissant dans le domaine social et pédagogique, en encourageant la créativité, Israël a édifié une société dynamique en seulement quelques décennies. Israël joue un rôle de pionnier dans le domaine biomédical et technologique et a apporté des contributions majeures au niveau mondial dans les sphères scientifiques, médicales, technologiques, artistiques et humaines.

Dès ses tout débuts, Israël s'est placé en première ligne des programmes humanitaires, afin de partager avec le monde son savoir-faire et ses découvertes.

Israël investit dans l'éducation et la 'richesse intellectuelle'

- Israël possède le taux le plus élevé au monde par personne de diplômes universitaires.
- Israël possède le pourcentage le plus élevé au monde (135 pour mille citoyens) de scientifiques et de techniciens sur le marché du travail, comparé à 85/1000 aux Etats-Unis.
- Israël se place en deuxième position au monde pour la publication par personne de livres nouveaux.
- Israël produit par personne davantage d'articles scientifiques que toute autre nation au monde.

Israël investit davantage de son PNB dans la recherche et le développement (R et D) que n'importe quel autre pays au monde.

- Alors que les autres nations consacrent en moyenne 1,5 % de leur PNB à la recherche et au Développement, Israël y consacre 5 %.
- Israël occupe le troisième rang d'entrepreneuriat au monde, avec également le pourcentage le plus élevé chez les femmes et les personnes de plus de 65 ans.
- Israël occupe le troisième rang au monde dans le nombre de brevets par personne. Il n'est devancé que par les Etats Unis et le Japon.
- Salle de conférences universitaire en Israël
- Clavier virtuel infrarouge conçu par la société israélienne VKB
- Des chercheurs israéliens ont développé le téléphone portable Motorola-Israël
- Véhicule X-Hawk d'évacuation d'urgence conçu par la société israélienne Urban Aerodynamics

Israël au premier rang de l'innovation high-tech

- Etant le 'Silicon Valley du monde', et 'une source globale d'innovation', Israël possède la plus forte concentration de sociétés high-tech au monde, après la Silicon Valley elle-même. Dans les années 90, Israël s'est hissé à la quatrième place de l'économie high-tech mondiale.
- Derrière les Etats Unis et le Canada, Israël se place en troisième position pour le nombre de sociétés figurant à la NASDAQ.
- Microsoft et Intel ont édifié en Israël leur seul département au monde de Recherche et Développement non situé aux Etats Unis. Plus de 50 autres sociétés internationales géantes ont également créé des départements R et D en Israël.
- Les chercheurs israéliens ont développé un téléphone portable (Motorola Israël), la plupart des systèmes Windows NT (Microsoft-Israël), la technologie de la messagerie instantanée AOL, le premier logiciel PC antivirus (en 1979), la technologie de la messagerie vocale, les puces électro-optiques et la nanotechnologie.
- Israël a développé le microprocesseur Pentium 4 pour les ordinateurs de bureaux et le Centrino processeur pour les ordinateurs portables.
- Israël a développé la génération suivante de Mars Rovers et les premiers modèles de 'véhicule volant'.
- Israël met au point des protections contre les désastres naturels, comme une alarme prévenant 30 secondes à l'avance d'un tremblement de terre, et des systèmes de sortie sécurisée d'immeubles élevés en cas d'urgence, comme des ascenseurs extérieurs spéciaux.



Laboratoire de recherches en Israël



Pill-Cam™, caméra insérée dans une pilule pour le diagnostic de maladies intestinales, conçue par la société israélienne Given Imaging



Agriculture du désert dans le Néguev



Collecteurs solaires expérimentaux à l'Institut Weizman

Au premier rang de l'innovation biomédicale, Israël a développé :

- Des techniques sophistiquées pour l'aide aux personnes paralysées, avec la conception de bras et de jambes robots répondant aux commandes du cerveau, ainsi que des procédés de régénération de la moelle épinière.
- Un vaccin contre l'antrax.
- Des recherches préliminaires pour générer des molécules susceptibles de s'attaquer aux cellules cancéreuses sans affecter les cellules normales.
- Des percées dans le domaine des traitements des diabètes de type 1, des maladies de Parkinson et d'Alzheimer, ainsi que de l'emphysème.
- Des méthodes plus sûres de diagnostic, depuis la mini-caméra vidéo s'insérant dans une pilule non ingérable et permettant le diagnostic de maladies intestinales, et jusqu'aux techniques d'imagerie pour le diagnostic du cancer du sein.
- Une technique provoquant l'autodestruction des bactéries de l'acné, sans léser l'épiderme environnant.
- La plus grande société au monde de médicaments, Teva Pharmaceutiques.

Israël se place au premier rang des innovations respectueuses de l'environnement

- Israël est le seul pays au monde à être arrivé au seuil du 21ème siècle avec un gain significatif dans le nombre de ses arbres.
- Un chercheur israélien a obtenu des résultats pionniers avec l'emploi de bactéries pour nettoyer la pollution des pétroliers, oléoducs et plages.
- Israël a développé une nouvelle technologie pour éliminer les besoins en insecticides et fongicides dans l'agriculture hydroponique.
- La société israélienne Evogene a conçu une modification génétique naturelle grâce à une technique d'accélération de l'évolution, développant les gènes à partir d'une même plante.
- Israël a développé des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte qui ont révolutionné l'agriculture.
- Un chercheur israélien a mis au point un chauffe-eau solaire convertissant l'énergie solaire en énergie thermique.
- Des chercheurs israéliens, américains et canadiens ont créé la NCWI (Nanotechnology Clean Water Initiative, projet de nanotechnologie pour une eau pure) pour œuvrer à des solutions basées sur la nanotechnologie, afin de pallier à la pénurie d'eau au Proche-Orient et dans le reste du monde.



Salle de conférences d'une université israélienne



Clavier virtuel infrarouge créé par la société VKB



Des chercheurs israéliens ont conçu le téléphone cellulaire Motorola Israël



Véhicule d'intervention Xhawk conçu par la société israélienne Urban Aerodynamics



Turquie, 1999 : Après un grave séisme une équipe de secours israélienne a sauvé une petite fille de neuf ans, bloquée sous les ruines pendant 98 heures



Inde : Une équipe médicale israélienne assiste les communautés dévastées par le tsunami sud-asiatique de 2004

Depuis sa fondation, Israël est au premier rang des programmes humanitaires dans le monde entier

- Israël organise quelque 300 formations annuelles pour les pays en voie de développement et a formé presque 200 000 participants de 130 pays, de l'Albanie au Zimbabwe, dans les domaines de l'agriculture désertique, de la gestion des ressources en eau, de la prévention de la désertification, de la médecine d'urgence, de l'intégration des réfugiés et des programmes de ressources humaines et d'emploi.³
- Les missions israéliennes ont inclus entre autres des ponts aériens lorsqu'Israël a sauvé 28 000 Juifs africains, une assistance à la Turquie et à la Grèce après des séismes dévastateurs et l'organisation d'hôpitaux de campagne au Rwanda dévasté par la guerre ainsi que dans un Djibouti dévasté par les eaux.⁴
- L'organisation israélienne 'Save a Child's heart' (Sauvez un cœur d'enfant) gère le plus vaste programme au monde pour la chirurgie cardiaque d'enfants de nations pauvres. Sans aucun frais pour les patients, cette organisation a traité plus de 700 enfants du Congo, de Chine, de l'Autorité palestinienne, du Niger, et d'autres pays.
- En 2000 seulement, Israël a contribué à la construction d'hôpitaux dans des contrées aussi diverses que la Mauritanie, Gaza, l'Ukraine et la Turquie.

¹Information tirée de Steve Bunstein, "Fascinating Facts about Israel," Auerbach Central Agency for Jewish Education, 2006; Invest dans Israel website at www.investinisrael.gov.il; Israel21c website, à www.israel21c.org. ²Lord Alfred Balfour, "Defence of the Palestine Mandate," 1922. ³Israel Foreign Relations: Israel among the Nations," Ministère israélien des Affaires étrangères. ⁴"Rescue Operation in Turkey" and "IDF Involvement in Major Humanitarian Operations," sur le site Internet d'IDF; "Magen David Adom During the Years," IsraAID website.

Gouvernement d'Israël :

Une démocratie en action

Bien que forcé de vivre dans une situation permanente d'autodéfense, Israël a créé une démocratie pluraliste florissante accordant à tous y compris aux femmes et aux minorités, des droits humanitaires et civiques égaux.

« Israël... sera basé sur la liberté, la justice et la paix... assurera une égalité totale des droits sociaux et politiques... sans distinction de religion, de race ou de sexe ; garantira la liberté de religion, de conscience, de langue, d'éducation et de culture... (et) protégera les Lieux saints de toutes les religions... »

Déclaration d'Indépendance, 14 mai 1948

Tout comme le Japon, la France ainsi que d'autres démocraties proclament publiquement leur identité nationale et culturelle, la démocratie israélienne s'identifie ouvertement avec le peuple juif et sa culture. Des démocraties comme Israël défendent les principes de justice, de tolérance et de droits de l'homme.



Ben-Gourion lisant la Déclaration d'Indépendance à Tel-Aviv, le 14 mai 1948

Démocratie parlementaire en action Comment fonctionne le gouvernement israélien

Le gouvernement israélien possède des traits communs avec ceux de Grande-Bretagne ou des USA. Tout comme l'Angleterre, Israël n'a pas de Constitution, mais ses Lois fondamentales en font office. Le gouvernement est une démocratie parlementaire avec séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire.¹

Parlement israélien (Knesset) à Jérusalem



Le président

Le président est élu par la Knesset pour sept ans et ne peut briguer un second mandat. Il nomme les diplomates et les juges selon les recommandations de la Knesset.

Le législatif : la Knesset

L'unique parlement d'Israël, la Knesset, comporte 120 membres venus de toute une gamme de partis politiques. Ces parlementaires ont un mandat de quatre ans, sauf en cas d'élections anticipées.

L'exécutif : le Premier ministre

Le chef du parti possédant le plus grand nombre de députés à la Knesset a la possibilité de devenir Premier ministre et de proposer son cabinet, qui doit être approuvé par la Knesset. Ce cabinet est généralement composé d'une coalition de divers partis politiques. La Knesset peut renverser le gouvernement par une motion de censure, qui provoque des élections anticipées.

Le judiciaire : les Cours

Le pouvoir judiciaire est indépendant et fait fonction de garant des droits civiques et des droits de l'homme. Contrairement à la plupart des démocraties, la Cour suprême israélienne est juridiquement habilitée à contrôler et critiquer les opérations militaires. Les mariages et les divorces ne sont pas soumis à la loi civile, mais chaque religion possède sa propre 'instance religieuse' qui traite ces domaines.

Droit de vote pour tous



- Chaque citoyen israélien a le droit de vote
- La minorité non-juive d'Israël s'est vue garantir spécifiquement le droit de vote dans la Déclaration d'Indépendance d'Israël.
- Le jour des élections est un jour férié au plan national.
- Le taux de vote est régulièrement plus élevé qu'aux USA, dépassant souvent les 80 %.

Un système de partis où chaque voix se fait entendre...

On a parfois prétendu qu'Israël était 'trop démocratique' à cause de son système de pluralité de partis et non bipartisme. Même si le Likoud et le parti travailliste sont traditionnellement les partis les plus importants, il en existe bien d'autres qui défendent toute une gamme d'opinions, avec entre autres des conceptions communistes ou religieuses, des partis arabes ou des partis non religieux. Le nouveau parti centriste Kadima a remporté les élections en 2006, avec 29 sièges sur 120.

Les Israéliens votent pour un parti plutôt que pour un individu. Chaque parti compose sa propre liste de candidats à la Knesset, et les sièges parlementaires sont attribués selon le pourcentage de voix reçues par le parti. Par exemple, si un parti remporte cinq sièges, les cinq premiers candidats figurant sur sa liste deviendront des députés à la Knesset.

Pour remporter un siège à la Knesset, un parti n'a besoin que de 2 % des voix, ce qui constitue un pourcentage plus bas que dans n'importe quelle autre démocratie multi-partis, et ce qui rend le système politique israélien complexe et parfois déroutant. On a connu jusqu'à 19 partis simultanément représentés à la Knesset !

Même les plus petits partis peuvent s'exprimer, car aucun parti ne dégage de majorité parlementaire, et une coalition doit se former pour que le gouvernement puisse fonctionner.



Libertés civiques

Liberté religieuse. Bien qu'Israël ait été créé en tant qu'Etat juif, il reconnaît officiellement quinze religions, entre autres l'Islam, les religions ba'haïe et druze, la religion chaldéenne et diverses branches de la chrétienté, et d'autres. Chaque communauté religieuse exerce librement son culte, observe ses propres fêtes religieuses et son jour de repos hebdomadaire, et gère ses affaires intérieures. Israël protège les lieux saints de toutes les religions.

- Les Bahaïs, un groupe religieux persécuté dans les pays musulmans, a édifié son centre mondial à Haïfa, en Israël.
- Israël est le seul pays du Proche-Orient où la population chrétienne a prospéré au lieu de disparaître. Entre 1948 et 1998, la communauté chrétienne d'Israël a quadruplé, passant de 34 000 à 130 000.²

Liberté de réunion, de parole, de presse et de contestation. Israël est connu pour ses débats libres, autocritiques, souvent brûlants, au cours desquels diverses opinions sont formulées avec passion. C'est ainsi que les parlementaires arabes israéliens à la Knesset ont parfois critiqué avec véhémence l'Etat juif, dans l'enceinte même de la Knesset. Seul les discours de haine et d'incitation à la violence sont illégaux. Israël a neuf quotidiens en hébreu, de nombreux quotidiens en russe, arabe, français et anglais ; plus d'un millier de revues ; de multiples stations de radio et de télévision, et un accès facile à la presse étrangère.

Droits civiques. Les lois libérales d'Israël protègent les lois des femmes, des homosexuels et autres minorités.

Pluriculturalisme

- Israël est une société pluriculturelle. 80 % des Israéliens sont des Juifs de diverse ethnies et races. La plupart sont des immigrants originaires du Proche-Orient, de l'Ethiopie, d'Inde, de Russie, des USA et d'Europe. Les réfugiés des pays arabes et musulmans des pays du Proche-Orient et d'Afrique du nord, ainsi que leurs descendants, forment la moitié de la population juive.³
- La minorité non juive d'Israël, qui constitue 20 % de la population, est composée d'Arabes musulmans, d'Arabes chrétiens, de Chrétiens non arabes, de Druzes, de Bédouins, de Circassiens, d'Asiatiques etc.⁴

Accès aux Cours de justice

Bien que les Palestiniens des Territoires ne soient pas des citoyens israéliens, ils ont accès aux plus hautes Cours de justice israéliennes. La Cour statue d'après la pertinence des cas, et tranche fréquemment en faveur des Palestiniens, comme par exemple lorsque les Palestiniens demandèrent que la barrière de sécurité soit déplacée à Beit Sourik (30 juin 2004) et autour de Alfei Menashe (15 septembre 2005).⁵

« L'un des aspects les plus inhabituels de la loi israélienne est constitué par l'accès rapide que les pétitionnaires, y compris les Palestiniens, peuvent obtenir auprès des plus hautes Cours de justice israéliennes. En avril 2002 ; durant les combats les plus âpres du conflit actuel... la Haute Cour recevait et traitait presque quotidiennement ce type de pétitions ». —New York Times, 5 mai 2003⁶

Points primordiaux : ce qu'il faut savoir

Présence juive continue en Terre d'Israël

Les Juifs sont autochtones en terre d'Israël où ils ont, selon les preuves archéologiques et historiques, maintenu une présence continue durant plus de 3 000 ans.

La civilisation juive en Israël fleurissait déjà depuis plus de 1 000 ans lorsqu'au premier siècle, Rome détruisit le Saint Temple et fit la conquête de la nation juive.

Rome n'exila qu'une partie de la population juive. Le reste des Juifs, bannis de Jérusalem, prospèrent durant des siècles dans d'autres cités juives, comme Yavné, Rafah, Gaza, Ashkelon, Jaffa et Césarée.

La population juive fut décimée par les Croisés au douzième siècle après JC. Mais au cours des siècles suivants, elle grandit derechef lorsque les Juifs revinrent en vagues successives d'immigration et s'installèrent à Safed, Jérusalem, Tiberiade et Hébron.

Après 1850, la population juive grandit encore davantage. Dans les années 1870, les Juifs constituaient de nouveau le groupe religieux majoritaire à Jérusalem. Les premiers sionistes modernes commencèrent à acquérir des terres et à créer des communautés prospères comme Tel Aviv (1909), alors même que la région était encore gouvernée par l'Empire ottoman.

Arabes israéliens

- En 1948, presque tous les 160 000 Arabes palestiniens restés à l'intérieur des frontières israéliennes devinrent des citoyens. A l'heure actuelle, les citoyens arabes israéliens jouissent de droits civiques et humanitaires égaux à ceux de tous les autres citoyens israéliens.
- 1,3 million d'Arabes israéliens vivent en Israël, ce qui représente 20 % de la population totale. Nombre d'entre eux sont les descendants des Arabes palestiniens ayant choisi de rester en Israël en 1948.
- L'hébreu et l'arabe sont les deux langues officielles du pays.
- Il existe cinq partis politiques arabes.
- Des représentants arabes israéliens furent élus à la première Knesset en 1949 et continuent de jouer un rôle actif dans la vie politique du pays. En une seule élection, ils ont remporté jusqu'à 12 des 120 sièges parlementaires.
- Toutes les municipalités arabes reçoivent des subsides gouvernementaux pour l'éducation et l'infrastructure.
- Parmi les Arabes israéliens occupant des positions de haut niveau, figurent entre autres :
 - Salim Jurban, nommé en 2004 membre permanent de la Cour suprême d'Israël
 - Nawaf Massalha, vice-ministre des Affaires étrangères
 - Ali Yahya, Walid Mansour et Mohammed Masarwan, ambassadeurs
 - Hussein Fares, général de brigade, druze, commandant du corps des gardes-frontières d'Israël
 - Yosef Mishlav, général de brigade, druze, commandant du corps des Forces passives d'Israël
- Israël a initié une politique d'action visant à aider ses citoyens appartenant à la minorité à acquérir une égalité sociale et économique totale.

Libertés civiques et droits de l'homme en Israël

Les Israéliens jouissent des mêmes libertés civiques et des droits de l'homme que les citoyens de Grande-Bretagne et autres nations occidentales à la pointe de la démocratie. Le droit de vote est universel. Israël possède de nombreux partis politiques – ils étaient 19 en 2004 -, davantage que la plupart des autres démocraties parlementaires. Ces partis vont de l'extrême gauche à l'extrême droite, des religieux aux non religieux. Israël possède également l'une des presses les plus libres du monde et il est connu pour son autocritique et ses débats passionnés.

Les femmes et les minorités d'Israël sont protégées par des lois qui sont parfois davantage à la pointe du progrès que dans les autres démocraties. Il existe une protection légale contre les persécutions religieuses. Les homosexuels sont protégés contre la discrimination et les crimes de haine. Le professeur Uzi Even, homosexuel déclaré, est devenu membre de la Knesset en 2002. L'éducation encourage l'égalité entre les hommes et les femmes. 45 % des femmes sont actives sur le marché du travail, soit le même pourcentage qu'aux USA. Israël est le seul pays du Proche-Orient où les femmes peuvent voyager librement, sans l'autorisation d'un gardien masculin. Israël considère les 'crimes d'honneur' avec la même sévérité que les autres crimes.

Crime de guerre : usage des boucliers humains

La stratégie du Hezbollah consistant à se dissimuler au sein de la population civile, de lancer des attaques à partir de centres civils comme des écoles et des mosquées, et de mettre délibérément en danger des non combattants, viole la Quatrième Convention de Genève et constitue un crime de guerre aux termes des lois internationales.

« La présence d'une personne protégée ne doit pas être exploitée pour rendre certains points ou zones protégés des opérations militaires »¹ (Convention de Genève sur la protection des civils en temps de guerre, 12 août 1949, art. 28)

« Les protagonistes d'un conflit ne doivent pas diriger le mouvement de la population civile ou de civils afin de tenter de protéger des objectifs militaires contre des attaques, ou de couvrir des opérations militaires »² (Protocole additionnel à la Convention de Genève, Article 51 (7))

¹ Convention de Genève sur la protection des civils en temps de guerre, 12 août 1949. ² Protocole additionnel à la Convention de Genève 8 juin 1977

Une société pluraliste

- Israël reconnaît officiellement quinze religions, entre autres l'Islam, les religions ba'haïe et druze, la religion chaldéenne et diverses branches de la chrétienté, et d'autres. Chaque communauté religieuse exerce librement son culte, observe ses propres fêtes religieuses et son jour de repos hebdomadaire, et gère ses affaires intérieures. Israël protège les lieux saints de toutes les religions.
- Israël est le seul pays du Proche-Orient où la population chrétienne a prospéré au lieu de disparaître. Entre 1948 et 1998, la communauté chrétienne d'Israël a quadruplé, passant de 34 000 à 130 000.2
- Les Bahais, un groupe religieux persécuté dans les pays musulmans, a édifié son centre mondial à Haïfa, en Israël.
- La minorité non juive d'Israël, qui constitue 20 % de la population, est composée d'Arabes musulmans, d'Arabes chrétiens, de Chrétiens non arabes, de Druzes, de Bédouins, de Circassiens, d'Asiatiques etc.

80 % des Israéliens sont des Juifs de diverse ethnies et races. La plupart sont des immigrants originaires des pays arabes, d'Ethiopie, d'Inde, de Russie, de l'ex URSS, des USA et d'Europe. Les réfugiés des pays arabes et musulmans des pays du Proche-Orient et d'Afrique du nord, ainsi que leurs descendants, forment la moitié de la population juive.

Apartheid

L'apartheid était un système pratiqué en Afrique du sud, dans lequel une petite minorité de Blancs gouvernait une large majorité de population noire. L'apartheid soumettait les Noirs à une discrimination et à une ségrégation politique, économique et sociale très sévère. Les Noirs ne pouvaient être citoyens, ne pouvaient voter, ni participer au gouvernement, ni fraterniser avec les Blancs.

Israël, une démocratie comme la Grande-Bretagne, accorde à tous ses citoyens des droits égaux et leur assure liberté et protection. Les Arabes israéliens participent à la société israélienne en tant que membres égaux. Alors qu'Israël, comme toutes les démocraties pluriethniques, lutte avec les problèmes affrontés par leurs minorités, ses lois s'efforcent d'éradiquer – et non d'avaliser – les discriminations.

Israël n'a jamais officiellement annexé la Cisjordanie ni Gaza. Les Palestiniens ne sont pas des citoyens israéliens et souhaitent avoir leur propre Etat. A ce jour, les Palestiniens possèdent leur propre gouvernement : l'Autorité Palestinienne.

Soutien financier international aux Palestiniens

La communauté internationale a apporté son soutien aux réfugiés palestiniens et à leurs descendants depuis 1949, par l'intermédiaire de l'UNRWA.

- Les Etats-Unis, le contributeur le plus important, a donné 2,87 milliards de dollars entre 1950 et 2002.
- Dans les 20 premières années de l'UNRWA, Israël a davantage contribué à ce programme que la plupart des Etats arabes.
- 2 % du budget total de l'ONU va à l'UNRWA, alors que 3 % de ce budget couvre l'ensemble de l'aide à tous les autres réfugiés du monde.

Les Palestiniens ont reçu « l'aide la plus importante par personne dans l'histoire de l'aide extérieure dans le monde entier », soulignait Nigel Roberts, collaborateur de la Banque mondiale, en février 2004. ¹

Entre 1993 (les accords d'Oslo) et 2004, la communauté internationale a alloué quelque 7 milliards de dollars aux Finances de l'AP. Au moins la moitié de cette somme n'est pas comptabilisée.

L'OLP est 'la plus riche des organisations terroristes' avec 8 à 10 milliards de biens et un revenu annuel de 1,5 à 2 milliards, selon un rapport de 1993 des services de renseignements nationaux britanniques. En 1999, le Daily Telegraph britannique affirmait que l'OLP possédait 50 milliards de dollars dans des investissements secrets de par le monde. ²

¹Ross Dunn, "End sleaze or lose aid, Arafat told," Scotsman,

29 Février 2004. ²Rachel Ehrenfeld, "Intifada Gives Cover to Arafat Graft and Fraud," Insight Magazine, 22 Juin 2001.

Points de contrôle et barrières de sécurité

Il n'existe pas de barrière naturelle entre Israël et la Cisjordanie. Après la guerre des Six-jours, Palestiniens et Israéliens circulèrent librement entre les deux zones. Néanmoins, cette liberté de circulation prit fin lorsque des campagnes de terrorisme éclatèrent en l'an 2000. Israël dut empêcher les terroristes de pénétrer facilement dans les communautés israéliennes.

Tout comme les Etats-Unis et autres pays renforcèrent leurs dispositifs sécuritaires dans les aéroports après le 11 septembre, Israël institua des mesures contreterroristes plus strictes après le début de l'Intifada.

Malgré la gêne ainsi causée aux Israéliens et aux Palestiniens, l'objectif de ces points de contrôle et barrières de sécurité est de sauver des vies.

Barrière de sécurité: Israël n'entama la construction de la barrière qu'en 2003, lorsque le terrorisme atteignit des pics sans précédent.

- Cette barrière est identique aux barrières édifiées par des dizaines d'autres démocraties pour arrêter les terroristes ou les immigrants illégaux, comme par exemple celles érigées entre les Etats-Unis et le Mexique, l'Inde et le Cachemire, l'Espagne et le Maroc, la Corée du sud et la Corée du nord, et même les murs qui séparent à Belfast les quartiers protestants et catholiques.
- Depuis le début de la construction de cette barrière, en 2002, le nombre d'attaques terroristes a chuté de plus de 90 %.
- Une portion de 97 % de la barrière est constituée de chaînes et seule une portion de 3% (soit une quinzaine de kilomètres) est constituée par un mur de béton, édifié pour empêcher les tirs fréquents dans certains secteurs.
- Seuls 5 à 8 % de la Cisjordanie et 3/10 de 1 % des Palestiniens seront situés côté israélien de la barrière. ¹

Les Palestiniens peuvent soumettre leurs plaintes à ce sujet à la Cour suprême israélienne, qui a statué dans plusieurs cas en faveur des Palestiniens, initiant ainsi un nouveau tracé de la barrière².

¹David Makovsky et Anna Hartman, "Israel's Newly Approved Security Fence Route: Geography and Demography," The Washington Institute,

3 Mars 2005. ²Ministère des Affaires étrangères, "Summary of High Court of Justice Ruling on the Fence Surrounding Alfei Menashe," 15 Septembre 2005.

Antisémitisme et antisionisme

Il est parfaitement légitime de critiquer la politique israélienne. Les Israéliens le font eux-mêmes sans cesse, au cours de débats tumultueux. Mais la critique franchit la ligne pour se transformer en antisémitisme classique lorsqu'elle manifeste ce que Natan Sharansky a qualifié de « Trois D »

Dé légitimation : L'Etat juif n'a pas droit à l'existence. Les Israéliens n'appartiennent pas au Proche-Orient

Double standards : Israël est âprement condamné pour des mesures d'autodéfense et des problèmes sociaux qui sont considérés comme acceptables ou inévitables dans d'autres nations.

Diabolisation : Par des déformations et des mensonges, Israël est décrit comme le pays le plus mauvais et dangereux au monde, et on allègue que si l'Etat d'Israël cessait d'exister, les principaux problèmes du Proche-Orient et du monde seraient résolus.

Le lien : L'antisémitisme est une haine des Juifs, de leurs communautés et de leur style de vie. Il inclut la diabolisation et la déshumanisation des Juifs en tant que groupe. L'antisémitisme est quant à lui la haine d'Israël, centre moderne de la vie juive et de sa pérennité. C'est pourquoi tant de gens assurent que l'antisémitisme, ou haine d'Israël, constitue une variante moderne de l'antisémitisme classique. « L'antisémitisme n'est pas moins déplorable au plan moral lorsqu'il est camouflé en anti-israélisme ou en antisionisme », selon la Commission américaine des droits civiques.¹ Les hommes de bonne volonté doivent essayer de voir au-delà de la propagande anti-israélienne, afin de promouvoir un dialogue de raison.

¹"Findings and Recommendations of the United States Commission on Civil Rights Regarding Campus Anti-Semitism," Commission américaine des droits civiques, 3 avril 2006.

Désinvestissements et boycotts

Réagissant à la propagande anti-israélienne, certains campus universitaires et églises ont récemment appelé à désinvestir – à retirer les investissements des sociétés faisant des affaires avec Israël et à boycotter leurs produits, afin d'affaiblir l'économie israélienne. Ces campagnes contribuent à diaboliser Israël en ne tenant pas compte du contexte.

Les boycotts et appels aux désinvestissements :

- Blâment uniquement Israël pour ce conflit. Ils ne reconnaissent que très rarement les incitations, le terrorisme ou la nécessité pour Israël d'employer des mesures antiterroristes.
- Déforment les faits historiques et répandent des désinformations sur les actions antiterroristes d'Israël et sur sa politique.
- Nient ou occultent les mesures prises à plusieurs reprises par Israël pour promouvoir les solutions de compromis et la paix.
- Condamnent rarement le rôle des Palestiniens dans la poursuite du conflit.

Imaginez la paix



Imaginez la paix au Proche-Orient, lorsqu'Israël et ses voisins joindront leurs forces pour devenir acteurs de premier plan sur la scène mondiale. Avec un partage de la technologie et des ressources, les possibilités semblent sans limite. Mais plus important encore, imaginez un avenir de paix et de prospérité pour nos enfants et pour les générations à venir.

Cette brochure Israël 101 est financée par :

StandWithUs
FRANCE

Pour toutes informations sur nos activités en France et nous soutenir :
info@standwithus.fr

www.standwithus.fr · www.facebook.com/swufrance


EVELYN &
DR. SHMUEL
KATZ

Nous sommes heureux de soutenir StandWithUs dans ses efforts pour promouvoir la paix dans le monde grâce à l'éducation.

Pour commander d'autres brochures : intl.orders@standwithus.com

Sachez-en encore davantage sur Israël et sur notre œuvre sur le site :

www.StandWithUs.com
www.StandWithUs.co.il

Si vous êtes étudiant ou diplômé d'université, inscrivez-vous dès aujourd'hui sur le site : www.StandWithUsCampus.com.

Aidez à diffuser cette brochure dans les campus et dans les communautés. Soutenez nos efforts ! Envoyez votre généreuse donation à :

**StandWithUs
P.O. Box 341069
Los Angeles, CA 90034-1069 USA**

Ou faites un don en ligne à :
www.StandWithUs.com

Visitez notre vaste section de liens sur : www.StandWithUs.com/links.asp

Parcourez notre section de dépliants sur : www.StandWithUs.com/website/ffiyers.asp